COMPTES ÉCONOMIQUES

DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Québec

COMPTES ÉCONOMIQUES

DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Québec
1961-1982

Québec

Pour tout renseignement
concernant le BSQ et les données
statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au :

Centre d'information
et de documentation
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél. : (418) 643-5116
1-800-463-4090

ou

1410, rue Stanley
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél. : (514) 873-4722

Reproduction autorisée à
condition de mentionner la source.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1984
ISBN 2-551-06237-3
ISSN 0713-3774

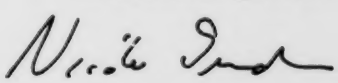
AVANT-PROPOS

Le Bureau de la statistique du Québec présente sa publication annuelle intitulée *Comptes économiques des revenus et des dépenses, Québec, 1961-1982*. Ces derniers offrent une image complète, cohérente et relativement détaillée des grandes variables économiques du Québec et de leur évolution depuis 1961.

Cette publication, dont l'existence remonte à 1977, se compose de trois parties. En premier lieu, le lecteur trouvera une description de l'évolution des principales variables des comptes économiques du Québec au cours de l'année 1982 (consommation, investissement, revenu, production, recettes et dépenses des administrations publiques). Ensuite, un ensemble de 37 tableaux regroupent les données relatives aux comptes économiques du Québec. Ces tableaux permettent de cerner le comportement des principaux agents économiques du Québec : les ménages, les entreprises, les gouvernements et les non-résidents. La dernière partie est consacrée aux notes méthodologiques : celles-ci situent le cadre général de la comptabilité économique, exposent le traitement accordé à certaines variables des comptes économiques et indiquent les sources et particularités des différents tableaux de cette publication.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette publication, de même que les membres de la Division du produit national brut de Statistique Canada. Nous invitons toutes les personnes intéressées à nous faire parvenir leurs commentaires et suggestions.

La directrice générale



Nicole Gendreau

Notes explicatives

La numérotation des tableaux apparaissant dans cette publication suit celle des *Comptes nationaux canadiens* (13-201) de Statistique Canada. Cette numérotation est adoptée en vue de permettre au lecteur de retrouver plus facilement les données canadiennes correspondantes aux comptes économiques du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

Faits saillants 9

PARTIE 2

Tableaux statistiques 21

Section A
Tableaux sommaires 23

Section B
Tableaux sectoriels 37

Section C
La répartition industrielle du produit intérieur brut et autres agrégats 65

Section D
Tableaux supplémentaires sur les administrations publiques 75

PARTIE 3

Concepts, sources et particularités 103

Le cadre général des comptes économiques 105

Le traitement de certains éléments des comptes économiques du Québec 111

Sources et particularités 115

LISTE DES TABLEAUX

Section A : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Revenu intérieur et produit intérieur brut 24

Tableau 2 : Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut 26

Tableau 3 : Provenance du revenu personnel 28

Tableau 4 : Emplois du revenu personnel 30

Tableau 5 : Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle 32

Tableau 6 : Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale 34

Tableau 7 : Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec 34

Section B : Tableaux sectoriels

Tableau 8 : Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure 38

Tableau 9 : Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure 40

Tableau 10 : Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement 42

Tableau 11 : Compte consolidé de financement du capital : emplois de l'épargne brute 44

Tableau 12 : Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — revenus 46

Tableau 13 : Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — dépenses 48

Tableau 14 : Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles — ressources 50

Tableau 15 : Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles — emplois 50

Tableau 16 : Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale — revenus provenant du Québec 52

Tableau 17 : Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale — dépenses 54

Tableau 18 : Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — ressources 56

Tableau 19 : Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — emplois 56

Tableau 20 : Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — revenus 58

Tableau 21 : Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — dépenses 60

Tableau 22 : Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — ressources 62

Tableau 23 : Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — emplois 62

Section C : La répartition industrielle du produit intérieur brut et autres agrégats

Tableau 28 : Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique 66

Tableau 29 : Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique 68

Tableau 30 : Bénéfices et autres revenus de placement, par activité économique 70

Tableau 31 : Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique 72

Section D : Tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Tableau 43 : Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration 76

Tableau 44 : Impôts directs des particuliers 82

Tableau 45 : Impôts directs des corporations et entreprises publiques 84

Tableau 46 : Impôts indirects 86

Tableau 47 : Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques 88

Tableau 48 : Revenus de placements des administrations publiques 90

Tableau 49 : Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital 92

Tableau 50 : Transferts des administrations publiques aux particuliers 96

Tableau 51 : Subventions 98

Tableau 52 : Transferts courants aux autres niveaux des administrations publiques 100

Partie 1

FAITS SAILLANTS

Introduction

Sur le plan économique, le Québec enregistre au cours de 1982 ses moins bons résultats depuis la crise des années trente. Les principaux indicateurs économiques du Québec accusent des baisses importantes : le produit intérieur brut chute de 6,8% en termes réels[1], les investissements baissent de 5,6% en valeur nominale, l'emploi diminue de 141 000 personnes et le taux de chômage atteint 13,8%. Les revenus générés au Québec se ressentent de la récession : baisse de 40,6% des profits des sociétés, diminution de 1,9% en termes réels[2] du revenu personnel et augmentation de 43,6% des transferts des administrations publiques sous forme d'assurance-chômage et d'aide sociale. Ainsi, le Québec, par rapport au Canada et aux États-Unis (tableau 1), subit de façon plus marquée le ralentissement de l'activité économique survenu au cours de 1982.

Tableau 1 Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 1982

		Québec	Canada	États-Unis
		Variation en %		
01	Produit intérieur brut au prix du marché en dollars constants	−6,8	−4,2	−2,4
02	Dépenses personnelles de consommation en dollars constants	−3,8[1]	−2,1	1,4
03	Logements mis en chantier	−19,2	−29,1	−2,6
04	Revenu personnel disponible[2]	9,9	10,1	6,3
05	Rémunération des salariés	5,2	7,4	5,4
06	Indice global des prix à la consommation	11,6[3]	10,8	6,1
07	Emploi total	−5,2	−3,2	−0,9
		Taux annuel		
08	Taux de chômage	13,8	11,0	9,7
09	Taux d'escompte officiel	10,0	10,0	8,5

1. Nous utilisons l'indice des prix à la consommation à Montréal comme dégonfleur.
2. Exclut l'intérêt sur la dette de consommation.
3. Indice des prix à la consommation à Montréal.

Sources: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et des dépenses, Québec, 1961-1982*, Statistiques, vol. III, nº 4, déc. 1983.
Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* (13-201).
OCDE. *Perspectives économiques de l'OCDE*. Paris, déc. 1983.

1. **Nous utilisons l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (Canada) comme dégonfleur.**
2. **Nous utilisons l'indice des prix à la consommation à Montréal comme dégonfleur.**

L'économie canadienne se ressent de la récession de 1982: montée du nombre de chômeurs, baisse de la production réelle et affaissement de la demande en biens et services. Ainsi, le produit intérieur brut canadien chute de 4,2% en 1982, alors que les consommateurs et les entrepreneurs, face à des revenus moindres et à des taux d'intérêt sans précédent, réduisent leurs dépenses de façon significative. Par ailleurs, les stocks diminuent de plus de 3,2 milliards de dollars, ce qui explique plus de 54,6% de la baisse du produit intérieur canadien. Cette chute importante de la demande en biens et services affecte la production et, par conséquent, l'emploi qui diminue de 362 000 personnes au cours de l'année 1982. Le revenu personnel enregistre une hausse de 10,0%, soit une augmentation d'environ un point inférieure à l'augmentation de l'indice global des prix à la consommation, dont le rythme de croissance diminue légèrement, passant de 12,5% en 1981 à 10,8% en 1982.

Aux États-Unis, le maintien par la Réserve fédérale de politiques monétaires restrictives tout au long de l'année 1981 jusqu'au milieu de 1982 a eu comme effets de ralentir sensiblement l'augmentation des prix et de plonger les États-Unis dans la plus grave récession des cinquante dernières années. C'est ainsi que l'augmentation des prix à la consommation passe de 10,4% en 1981 à 6,1% en 1982, tandis que le produit intérieur brut, après avoir connu un taux de croissance réelle de 3,0% en 1981, enregistre une baisse de 2,4% en 1982. Le maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés durant une période aussi longue affecte à la baisse les dépenses de consommation — principalement celles de biens durables — et les dépenses d'investissement, d'où une demande intérieure faible qui se traduit par un ralentissement marqué de la production. Ainsi, le niveau de l'emploi diminue de 871 000 unités et le taux de chômage atteint 9,7%.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'évolution de l'économie du Québec en 1982. Les prochains chapitres décriront le comportement des principales variables de l'économie du Québec ■

L'évolution du produit intérieur brut en 1982

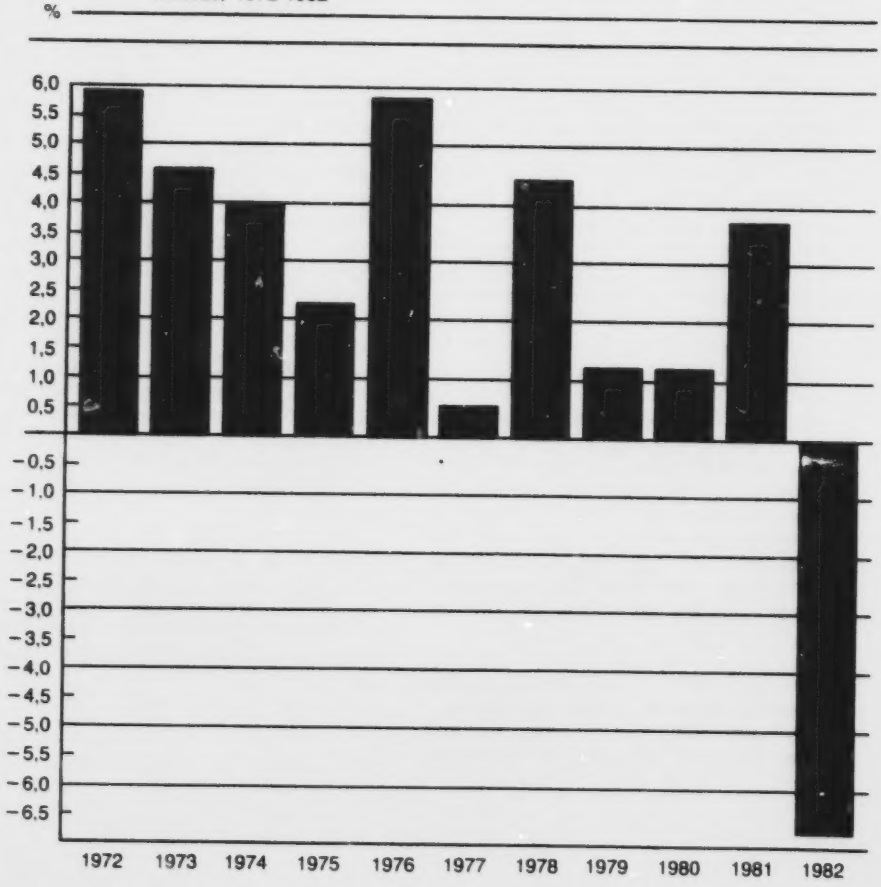
L'évolution des revenus

Le produit intérieur brut au prix du marché s'accroît de 2,6% en 1982, ce qui représente une baisse de 6,8% en termes réels (graphique 1). Le produit intérieur brut en dollars constants (1971) se situe à un niveau équivalent à celui de 1978.

Généralement, les principales composantes du produit intérieur brut augmentent légèrement en 1982, à l'exception des profits qui accusent une baisse de 40,6%. Ainsi, la rémunération des salariés augmente de 5,2% pour atteindre 50 324 millions de dollars. Il s'agit de la plus faible augmentation de la rémunération des salariés depuis le début des séries chronologiques sur les comptes économiques du Québec (1961). Cette faible augmentation de la rémunération des salariés traduit à la fois la perte de 141 000 emplois survenue en 1982 et la hausse modérée du salaire hebdomadaire moyen qui s'accroît de 9,8% en 1982 par rapport à 11,5% en 1981.

Les bénéfices des sociétés avant impôt chutent de 3 milliards de dollars en 1982 pour atteindre 4,5 milliards, un niveau à peine supérieur à ceux des années 1974 à 1977. Le taux de profit[3] se situe à 6,6% comparativement à 11,6% un an plus tôt. Ainsi, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés et le fléchissement de la demande diminuent fortement les bénéfices des sociétés.

Graphique 1 Taux de croissance du produit intérieur brut en dollars constants, Québec, 1972-1982



3. Le taux de profit est défini comme étant le rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant la rémunération des salariés des administrations publiques.

Les intérêts et revenus divers de placement augmentent de 3,7% en 1982 après avoir augmenté de 23,0% en 1981. Cette variable représente 7,3% du produit intérieur brut au prix du marché en 1981 et 1982, comparativement à 4,6% en moyenne de 1971 à 1975 et à 6,6% de 1976 à 1980. Le rendement élevé offert aux épargnants au cours de l'année 1981 et la première moitié de 1982 explique, du moins en partie, le niveau élevé de cette variable.

Le revenu net des exploitants agricoles atteint 618 millions de dollars en 1982, soit un million de plus qu'en 1981. Par contre, le revenu net des entreprises individuelles non agricoles augmente de 14,7% et enregistre le meilleur taux de croissance des différentes composantes du produit intérieur brut en 1982.

De leur côté, les taxes indirectes moins les subventions connaissent une hausse de 6,2% pour atteindre 10 824 millions de dollars en 1982. Les taxes indirectes perçues par l'Administration provinciale augmentent de 23,3% comparativement à 14,0% pour les administrations locales. Par contre, les taxes indirectes perçues par l'Administration fédérale au Québec diminuent de 6,0% suite principalement à un rendement moins élevé des taxes reliées au pétrole ■

L'évolution des dépenses

La récession de 1982 se traduit par un fléchissement marqué de la demande en biens et services. Ainsi, la principale composante de la demande intérieure — les dépenses personnelles en consommation de biens et services — augmente de 7,3% en 1982 pour atteindre 48 803 millions de dollars. Exprimées en dollars constants[4], les dépenses de consommation chutent de 3,8%. C'est la troisième année consécutive que les dépenses de consommation déclinent en termes réels.

L'examen des dépenses de consommation selon leurs diverses composantes indique que les consommateurs restreignent principalement leurs achats de biens durables, ces derniers étant plus sensibles aux variations des taux d'intérêt (graphique 2). Ainsi, le début des hausses des taux d'intérêt à la fin de 1979 et les niveaux records atteints par la suite ont tôt fait de décourager, du moins en partie, les achats de biens durables. En 1982, les dépenses en biens durables se chiffrent à 6 016 millions de dollars, en baisse de 2,9% en valeur nominale par rapport à 1981. C'est la première fois depuis 1961 que les dépenses en biens durables diminuent en valeur nominale. Leur part relative dans les dépenses de consommation en 1982 atteint 12,3% comparativement à 15,1% au cours de la décennie soixante-dix.

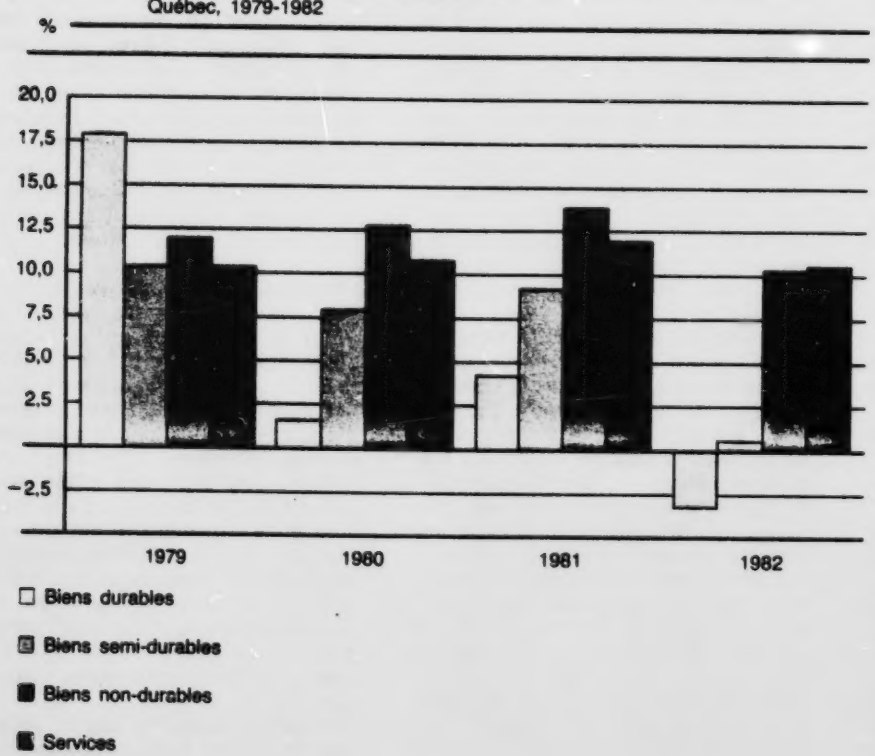
Les achats de biens semi-durables se ressentent également de la récession. Ceux-ci dépassent à peine le niveau atteint en 1981 et présentent une augmentation de six dixièmes de 1% au cours de 1982. La part relative des dépenses en biens semi-durables s'amenuise d'année en année, plus spécialement depuis 1976, pour atteindre un plancher de 11,5% en 1982. Ici encore, les hausses répétées des taux d'intérêt, jumelées à une situation économique difficile, expliquent la stagnation des ventes de biens semi-durables, composés en grande partie de vêtements et chaussures, d'articles d'ameublement ménager (tissu, lingerie, verrerie, lampes, etc.), de livres et journaux, de montres et bijoux.

Par ailleurs, les dépenses en biens non durables et les dépenses en services augmentent au rythme de 10,2% et de 10,4% en 1982. Généralement, ces deux catégories de dépenses sont plus difficilement compressibles et peu sensibles aux variations des taux d'intérêt. De fait, elles représentent des dépenses axées sur la satisfaction de besoins tels la nourriture et le logement. C'est pourquoi leur part relative dans l'ensemble des dépenses de consomation augmente depuis le début des années 1980 pour atteindre 76,2% en 1982 par rapport à une moyenne de 71,4% au cours de la décennie soixante-dix.

Aux prises avec de lourds déficits, les administrations publiques n'ont pu que partiellement suppléer aux dépenses des autres agents économiques en 1982. Ainsi, les dépenses publiques courantes en biens et services des divers paliers d'administrations publiques progressent de 9,0% en 1982, dont 10,7% pour l'Administration fédérale, 8,7% pour l'Administration provinciale, 8,9% pour les administrations locales et 7,3% pour les hôpitaux. En 1982, les dépenses courantes en biens et services des divers paliers d'administrations publiques atteignent 20 410 millions de dollars,

4. Voir note 2.

Graphique 2 Taux de croissance des diverses composantes des dépenses personnelles en biens et services de consommation, Québec, 1979-1982



soit 24,3% du produit intérieur brut, ce qui constitue une nouvelle marque. Du côté de la formation brute de capital fixe, les administrations publiques maintiennent à peine leur niveau de 1981, ce dernier étant inférieur de 4,5% à celui de 1980. En 1982, l'Administration fédérale dépense 253 millions de dollars en formation brute de capital, contre 688 millions pour l'Administration provinciale, 963 millions pour les administrations locales et 10 millions pour les hôpitaux.

La formation brute de capital fixe des entreprises chute de 6,5% en valeur nominale en 1982. Cette baisse, la première depuis 1968, s'explique par une chute importante des dépenses en constructions résidentielles (−23,5%) et des dépenses en machines et équipements (−12,8%). Les taux d'intérêt élevés, la baisse des revenus en termes réels, la montée du chômage sont au nombre des facteurs qui expliquent l'importante baisse de la construction résidentielle dont le niveau atteint à peine 2 000 millions de dollars comparativement à plus de 2 500 millions depuis 1976. Par contre, la faiblesse de la demande, les taux d'intérêt élevés et les faibles taux d'utilisation des capacités de production concourent à la baisse des investissements en machines et équipements. Par ailleurs, la formation brute de capital fixe en constructions non résidentielles augmente de 11,8% en 1982 après une augmentation de 12,0% en 1981.

Cette importante augmentation des immobilisations en constructions non résidentielles est attribuable principalement aux secteurs des services d'utilité publique, du commerce, des finances, assurances et affaires immobilières et de la fabrication[5]. Parmi les sous-secteurs qui offrent les meilleurs résultats par rapport à 1981, signalons les transports par pipeline (180%), la distribution du gaz (113%), l'énergie électrique (12%) en ce qui concerne le secteur des services d'utilité publique; les magasins de gros (194%) pour le secteur commerce; les banques et autres établissements de dépôts (43%) pour le secteur des finances, assurances et affaires immobilières; l'industrie du papier et industries connexes (33%), la fabrication de machines (sauf électriques) (146%) et la fabrication de produits du pétrole et du charbon (91%) pour le secteur de la fabrication.

En 1982, la faible progression de la demande intérieure totale (moins de 1% en valeur nominale) s'explique, en grande partie, par la valeur de la variation matérielle des stocks qui chute de 3 194 millions de dollars. Cette importante diminution reflète à la fois les coûts onéreux de financement des stocks et les anticipations des entrepreneurs face à l'évolution future de la demande en biens et services.

En ce qui concerne les exportations nettes[6], elles se chiffrent à 4 762 millions de dollars, en hausse de 40,7% par rapport à 1981. Les exportations nettes évoluent dans le même sens que la balance commerciale canadienne dont le surplus atteint 18 338 millions de dollars en 1982 comparativement à 7 368 millions en 1981 ■

5. La ventilation des immobilisations en constructions non résidentielles en secteur et sous-secteur provient des publications *Investissements privés et publics au Canada* (61-207), Statistique Canada et *Investissements privés et publics au Québec 1981-1983*, Bureau de la statistique du Québec, septembre 1983.
6. L'interprétation de cette variable doit se faire de façon prudente, car bien que cette variable devrait représenter le solde des échanges extérieurs du Québec (avec le Canada et le reste du monde), elle est obtenue de façon résiduelle et, de ce fait, inclut toutes les erreurs compensatrices ou cumulatives des variables en amont.

Le produit intérieur brut au coût des facteurs s'élève à 73 134 millions de dollars en 1982, ce qui représente un taux de croissance de 2,0% en valeur nominale. Cette faible croissance constitue un autre indice de l'importance du ralentissement de l'économie en 1982. Ce sont principalement les secteurs des industries manufacturières, de la construction et des mines qui enregistrent les plus fortes baisses de leur production nette, soit des baisses respectives de 16,3%, 6,0% et 2,6% en valeur nominale. Par ailleurs, les secteurs du commerce de gros et de détail ne sont pas épargnés avec une croissance nominale de 0,6% en 1982, ce qui témoigne de la prudence des consommateurs. Les meilleurs résultats se retrouvent dans les secteurs Électricité, gaz et eau (22,2%) et Communications (21,2%).

La rémunération des salariés, la composante la plus importante du produit intérieur brut au coût des facteurs, augmente en moyenne de 5,2% en 1982. Celle-ci diminue de 11,3% dans le secteur de la construction, de 10,3%, 8,5% et 0,2% dans les secteurs minier, forestier et manufacturier. Par contre, la rémunération des salariés augmente en moyenne de 10 à 12% dans une grande majorité de secteurs, ces derniers représentant près de 60% de la rémunération totale.

Globalement, les bénéfices et autres revenus de placement chutent de 3 milliards, en baisse de 21,2% par rapport à 1981. Ces derniers présentent des différences, parfois appréciables, de leurs taux de croissance selon les secteurs d'activité économique. Ainsi, le secteur manufacturier connaît une chute de 63,3% de ses bénéfices et autres revenus de placement en 1982; cette forte diminution s'explique par la prise en compte des pertes des entreprises publiques fédérales

Provenance et emplois du revenu personnel

et provinciales, plus spécialement celles du secteur de l'avionnerie. Par ailleurs, le secteur des communications enregistre une hausse de 175% de ses bénéfices et autres revenus de placement, cette importante hausse étant due à une réduction substantielle du déficit des entreprises publiques oeuvrant dans ce secteur.

Les autres composantes du produit intérieur brut au coût des facteurs, soit les revenus nets des entreprises individuelles (agricoles et non agricoles) et les provisions pour consommation de capital augmentent respectivement de 12,2% et de 7,0% en 1982 ■

Le revenu personnel atteint 77 929 millions de dollars en 1982, soit une hausse de 9,4% comparativement à 1981. Exprimé en dollars constants[7], le revenu personnel chute de 1,9%. La baisse du revenu personnel en termes réels est freinée par des augmentations substantielles des paiements de transferts aux particuliers. En effet, si les transferts aux particuliers étaient demeurés au même niveau qu'en 1981, le revenu personnel aurait chuté de 4,8% en termes réels. Ainsi, à cause de la sévérité de la récession économique, les paiements de transferts aux particuliers progressent de 21,1% dont 61,3% au seul chapitre de l'assurance-chômage. La part relative des paiements de transferts atteint 16,8% du revenu personnel en 1982, comparativement à 11,9% en 1971. D'ailleurs, depuis 1971, la croissance des transferts aux particuliers est plus rapide que celle de l'ensemble des autres composantes du revenu personnel, désigné sous le nom de revenus autonomes (graphique 3). En effet, au cours de la période 1971 à 1982, les revenus autonomes s'accroissent[8] de 13,0% contre 17,8% pour les revenus de transferts.

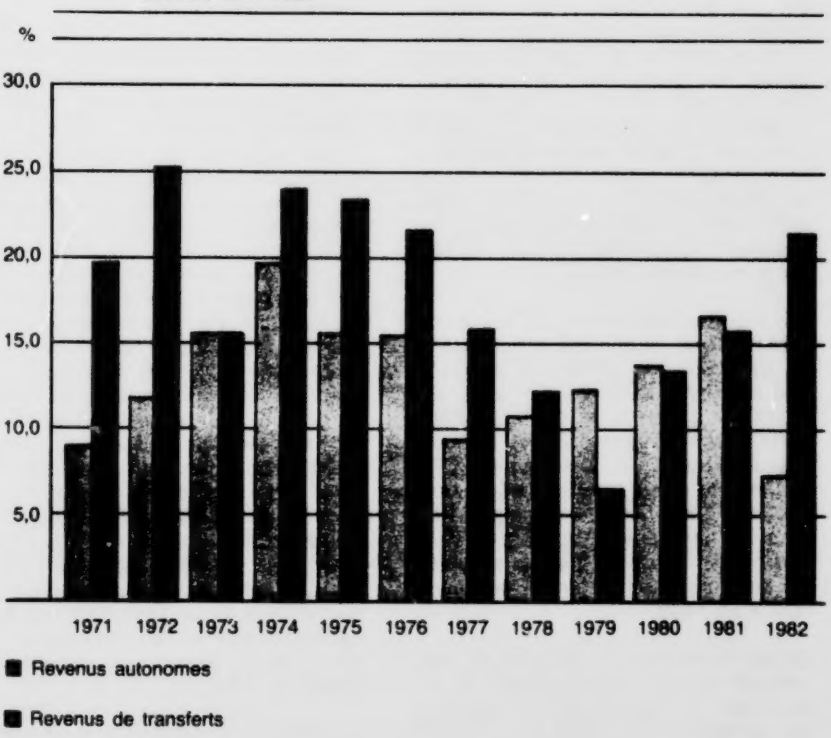
Les plus importants revenus de transferts versés par l'Administration fédérale au Québec sont les prestations d'assurance-chômage dont le taux moyen de croissance est de 24,3% entre 1971 et 1982, suivies des pensions de vieillesse (15,1%) et des allocations familiales (11,2%). Parmi les revenus de transferts les plus importants versés par l'Administration provinciale au cours de la période 1971 à 1982, les subventions aux associations de bienfaisance[9] viennent en tête avec un taux de croissance moyen de 19,2%, suivies des prestations d'aide sociale (16,5%) et des subventions à l'enseignement postsecondaire (16,2%). Enfin, au cours de la même période, les transferts versés par le Régime de rentes du Québec augmentent de 35,6%, soit le taux de croissance moyen le plus élevé. Ceci s'explique par les très faibles montants versés au cours des premières années par le Régime de rentes du Québec, c'est-à-dire 43 millions de dollars en 1971 comparativement à plus d'un milliard de dollars douze ans plus tard.

En 1982, la part du revenu personnel servant au paiement des impôts directs et autres transferts se situe à 23,0%, celle des dépenses en consommation de biens et services à 62,6% et celle de l'épargne à 14,4%. Par rapport au début des années soixante-dix, des changements significatifs se sont produits sur la façon dont les particuliers utilisent leurs revenus. Globalement, nous observons une baisse relative des dépenses de consommation au profit de l'épargne, la part relative des impôts et autres transferts étant à peu près constante, bien que légèrement à la hausse. Ce phénomène de glissement des dépenses de consomation vers l'épargne s'est fortement accentué, depuis le début des années quatre-vingt. Ainsi, la hausse des taux d'intérêt à la fin de 1979 et le ralentissement de l'économie au cours des trois dernières années ont poussé les particuliers à se constituer une épargne de précaution, tout en modifiant la répartition de leurs dépenses de consommation.

7. Voir note 2.
8. Il s'agit du taux de croissance calculé à l'aide d'une moyenne géométrique. Par la suite, tous les taux de croissance présentés sur une période supérieure à une année sont obtenus de cette façon.
9. Les subventions aux associations de bienfaisance se composent principalement des subventions versées aux services de réadaptation à l'enfance, aux garderies, à l'hébergement des adultes et des personnes âgées (foyers et centres d'accueil), aux organismes culturels et de loisirs, aux handicapés physiques et aux organismes sans but lucratif.

Par ailleurs, le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel amputé des impôts directs et autres transferts, augmente de 9,7% pour atteindre 61 217 millions de dollars. Ici, nous observons également une baisse réelle de 1,7% du revenu personnel disponible. De son côté, l'épargne, influencée par des taux d'intérêt élevés, augmente de plus de deux milliards de dollars par rapport à 1981 pour atteindre 11,2 milliards. Le taux d'épargne, soit le rapport entre l'épargne et le revenu personnel disponible atteint un sommet de 18,2%, comparativement à 18,0% en Ontario et 15,1% au Canada ■

Graphique 3 Taux de croissance des revenus autonomes et des transferts courants aux particuliers, Québec, 1971-1982



Les recettes et les dépenses du secteur public

En 1982, les recettes[10] de toutes les administrations publiques atteignent 35 083 millions de dollars, en hausse de 6,7% par rapport à 1981. Les dépenses de ces mêmes administrations se chiffrent à 44 704 millions de dollars, en hausse de 11,5% par rapport à 1981. Ainsi, le déficit de l'ensemble des administrations publiques, sur la base des comptes économiques, est estimé à 9 621 millions de dollars en 1982, ce déficit étant attribuable principalement au ralentissement de l'économie et au niveau élevé des taux d'intérêt.

Les recettes des divers paliers d'administrations publiques progressent de 6,7% en 1982 comparativement à une moyenne annuelle de 12,7% au cours de la période 1970 à 1980. Cette faible progression est due en grande partie à une baisse de 39,8% des impôts directs des bénéfices des sociétés. Cette chute des impôts directs sur les sociétés est attribuable à la baisse des bénéfices des sociétés suite au ralentissement de l'économie en 1982.

De leur côté, les impôts directs des particuliers, soit les impôts sur le revenu des particuliers et les différentes cotisations au chapitre des régimes de pensions et de rentes, les cotisations à l'assurance-chômage et à l'assurance contre les accidents de travail, augmentent de 9,3% en 1982, pour atteindre 16 278 millions de dollars. Cette augmentation contraste avec celle des années soixante-dix, période où le taux moyen d'augmentation atteignait 16,1%. Cette hausse modérée des impôts directs des particuliers s'explique par le nombre élevé de personnes sans emploi, la durée moyenne du chômage et une croissance moins rapide du salaire hebdomadaire moyen, ces différents facteurs contribuant à amoindrir l'assiette fiscale.

Malgré le ralentissement de l'économie, les impôts indirects augmentent au taux de 9,0% en 1982, dont les hausses respectives de 23,3% et 14,0% pour les administrations provinciale et locales, et une baisse de 6,0% pour l'Administration fédérale. L'augmentation rapide des impôts indirects depuis le début des années quatre-vingt est due en grande partie aux taxes reliées au pétrole (tableau 2). Ainsi, la mise en place du « Programme énergétique national » (octobre 1980) explique la très forte progression des taxes fédérales reliées au pétrole, ces dernières passant de 301 millions de dollars en 1980 à 1 490 millions en 1981. En 1982, les taxes fédérales reliées au pétrole diminuent de 12,3%, suite à une baisse de la consommation des produits pétroliers. Du côté de l'Administration provinciale, l'augmentation du taux de la taxe sur l'essence explique l'accroissement du rendement de cette taxe qui atteint 1 212 millions de dollars en 1982.

Les dépenses publiques sont également influencées par la situation économique du début des années quatre-vingt et plus particulièrement celle de 1982. C'est ainsi que la part relative des dépenses courantes en biens et services diminue depuis 1979 au profit des transferts aux particuliers et du service de la dette publique. Les dépenses courantes en biens et services des divers paliers de gouvernement augmentent de 9,0% en 1982, comparativement à une moyenne annuelle de 14,8% au cours de la décennie soixante-dix. Par ailleurs, les dépenses en formation brute de capital augmentent de 1,1% en 1982 en valeur nominale, comparativement à 9,0% au cours des années soixante-dix.

Ce sont principalement les transferts courants aux particuliers et le service de la dette publique qui augmentent le plus rapidement en 1982, soit de 21,1% et de 23,1%, les premiers étant particulièrement sensibles au nombre de chômeurs et de bénéficiaires de l'aide sociale, et les seconds, aux taux d'intérêt et aux déficits gouvernementaux. En 1982, le service de la dette publique représente 15,0% des dépenses publiques comparativement à 10,2% au cours de la décennie soixante-dix. Le service de la dette atteint 6 712 millions de dollars en 1982, dont 3 570 millions sont assumés par l'Administration fédérale, 2 066 millions par l'Administration provinciale, 1 011 millions par les administrations locales et 65 millions par les hôpitaux. Les transferts courants aux particuliers totalisent 13 111 millions de dollars, dont 51,1% proviennent de l'Administration fédérale, 41,2% de l'Administration provinciale et 7,7% du Régime de rentes du Québec.

10. Les recettes totales, tout comme les dépenses totales, excluent les transferts intergouvernementaux.

De leur côté, les subventions diminuent fortement, suite à la baisse de plus d'un milliard des subventions fédérales à l'importation du pétrole. Par contre, les subventions à l'équipement passent de 232 millions en 1981 à 414 millions en 1982, à cause principalement de la mise en place des programmes de conservation de l'énergie et de modernisation des industries de pâtes et papiers ■

Tableau 2 Revenus provenant des taxes reliées au pétrole, administrations fédérale et provinciale, Québec, 1979-1982

		1979	1980	1981	1982
		'000 000 $			
	Administration fédérale				
01	Taxe à l'exportation du pétrole	—	—	31	18
02	Taxe d'accise sur l'essence	95	99	101	91
03	Taxe d'accise sur le gaz naturel et les liquides tirés du gaz	—	—	62	84
04	Prélèvement d'indemnisation du pétrole	83	202	1 152	919
05	Prélèvement de participation canadienne	—	—	144	194
	Total	**178**	**301**	**1 490**	**1 306**
	Administration provinciale				
06	Taxes sur l'essence	451	503	632	1 212
	Total général	**629**	**804**	**2 122**	**2 518**

Partie 2

TABLEAUX STATISTIQUES

Section A

TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 1

Revenu intérieur et produit intérieur brut, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Rémunération des salariés	5 472	5 935	6 343	6 975	7 721	8 685	9 624	10 189	11 149
02	Solde et indemnités militaires	76	85	81	71	77	81	100	90	128
03	Bénéfices des sociétés avant impôt	1 033	1 154	1 217	1 470	1 587	1 722	1629	1 787	1 919
04	Intérêts et revenus divers de placement	328	336	369	443	452	465	561	621	755
05	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	147	154	133	121	133	209	174	191	200
06	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	759	803	845	889	928	976	1 024	1 106	1 189
07	Ajustement de la valeur des stocks	– 15	– 29	– 59	– 42	– 84	– 98	– 80	– 92	– 152
08	**Revenu intérieur net au coût des facteurs**	**7 800**	**8 438**	**8 929**	**9 927**	**10 814**	**12 040**	**13 032**	**13 892**	**15 188**
09	Impôts indirects moins subventions	1 616	1 787	1842	2 032	2 300	2 520	2 768	2 986	3 284
10	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 140	1 224	1 310	1 433	1 577	1 732	1 821	1 923	2 062
11	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**10 556**	**11 449**	**12 081**	**13 392**	**14 691**	**16 292**	**17 621**	**18 801**	**20 534**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
						'000 000 $							
11 965	13 019	14 469	16 741	20 258	23 491	27 547	30 069	33 068	36 784	41 762	47 817	50 324	01
136	108	115	124	138	154	173	176	180	181	200	230	264	02
1 851	1 984	2 446	3 169	4 291	4 083	4 108	4 042	5 033	6 747	7 601	7 581	4 500	03
920	1 045	1 057	1 250	1 747	2 180	2 772	3 338	3 924	4 421	4 816	5 926	6 145	04
175	192	246	347	352	438	402	371	557	638	570	617	615	05
1 226	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329	2 581	2 919	3 349	06
-40	-170	-276	-666	-1 094	-746	-524	-904	-1 206	-1 866	-1 753	-1 733	-1 022	07
16 233	17 568	19 513	22 506	27 320	31 440	36 298	39 050	43 721	49 234	55 777	63 357	64 178	08
3 488	3 696	4 183	4 531	5 080	5 233	6 188	6 661	7 215	7 525	8 106	10 139	10 824	09
2 210	2 356	2 562	2 969	3 565	4 088	4 792	5 345	5 912	6 688	7 459	8 367	8 956	10
21 931	23 620	26 258	30 006	35 965	40 761	47 278	51 056	56 848	63 447	71 342	81 863	83 958	11

Tableau 2

Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation*	6 668	7 211	7 668	8 257	8 894	9 608	10 133	11 268	12 108
02	Dépenses personnelles en biens	4 267	4 631	4 925	5 281	5 689	6 113	6 715	7 078	7 544
03	Dépenses personnelles en services	2 401	2 580	2 743	2 976	3 205	3 495	3 418	4 190	4 564
04	Dépenses publiques courantes en biens et services	1 315	1 427	1556	1 708	1 994	2 383	2 689	3 043	3 349
05	Formation brute de capital fixe	1 957	2 134	2 280	2 839	3 226	3 450	3 208	3 149	3 373
06	Administrations publiques	334	407	423	555	659	633	654	671	793
07	Construction résidentielle	1	1	1	1	1	1	2	1	1
08	Construction non résidentielle	294	367	384	493	582	560	561	590	712
09	Machines et matériel	39	39	38	61	76	72	91	80	80
10	Entreprises	1 623	1 727	1 857	2 284	2 567	2 817	2 554	2 478	2 580
11	Construction résidentielle	405	470	503	594	618	579	590	628	707
12	Construction non résidentielle	697	685	703	944	1 055	1 082	860	783	691
13	Machines et matériel	521	572	651	746	894	1 156	1 104	1 067	1 182
14	**Demande intérieure finale**	**9 940**	**10 772**	**11 504**	**12 804**	**14 114**	**15 441**	**16 030**	**17 460**	**18 830**
15	Valeur de la variation matérielle des stocks	127	83	80	128	318	280	84	157	229
16	Administrations publiques	5	1	– 5	– 20	– 4	– 2	6	9	2
17	Entreprises	122	82	85	148	322	282	78	148	227
18	Non agricoles	119	78	95	132	338	268	60	147	219
19	Agricoles et céréales en circuit commercial	3	4	– 10	16	– 16	14	18	1	8
20	**Demande intérieure totale**	**10 067**	**10 855**	**11 584**	**12 932**	**14 432**	**15 721**	**16 114**	**17 617**	**19 059**
21	Exportations nettes plus erreur résiduelle[2]	489	594	497	460	259	571	1 507	1 184	1 475
	Dont: Subvention fédérale à l'importation du pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22	**Emplois du produit intérieur brut**	**10 556**	**11 449**	**12 081**	**13 392**	**14 691**	**16 292**	**17 621**	**18 801**	**20 534**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

2. Les importations de pétrole sont implicitement évaluées aux prix subventionnés.

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
12 820	13 947	15 750	18 149	21 034	24 788	27 701	30 690	33 376	37 335	40 904	45 478	48 803	01
7 839	8 527	9 817	11 433	13 400	15 751	17 128	18 586	20 170	22 780	24 774	27 384	28 832	02
4 981	5 420	5 933	6 716	7 634	9 037	10 573	12 104	13 206	14 555	16 130	18 094	19 971	03
4 031	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096	9 536	11 013	12 317	13 936	16 380	18 729	20 410	04
3 402	4 201	4 899	5 962	7 546	9 359	9 872	10 819	10 984	12 094	13 085	13 952	13 177	05
796	1 070	1 086	1 177	1 432	1 709	1 617	1 799	1 799	1 700	1 955	1 868	1 879	06
2	4	7	3	3	3	3	3	3	4	4	3	1	07
721	956	971	1 043	1 234	1 472	1 392	1 582	1 533	1 516	1 708	1 625	1 616	08
73	110	108	131	195	234	222	214	263	180	243	240	262	09
2 606	3 131	3 813	4 785	6 114	7 650	8 255	9 020	9 185	10 394	11 130	12 084	11 298	10
705	948	1 082	1 343	1 695	1 823	2 543	2 708	2 465	2 601	2 351	2 652	2 030	11
788	1 009	1 191	1 500	2 044	3 079	2 926	3 114	3 267	3 645	3 791	4 245	4 747	12
1 113	1 174	1 540	1 942	2 375	2 748	2 786	3 198	3 453	4 148	4 988	5 187	4 521	13
20 253	22 602	25 578	29 926	35 491	42 243	47 109	52 522	56 677	63 365	70 369	78 159	82 390	14
-1	68	165	422	943	-114	273	-108	202	1 191	-484	319	-3 194	15
-4	-14	9	-3	11	12	14	15	21	21	24	26	35	16
3	82	156	425	932	-126	259	-123	181	1 170	-508	293	-3 229	17
6	97	176	405	886	-144	235	-109	131	1 079	-547	271	-3 227	18
-3	-15	-20	20	46	18	24	-14	50	91	39	22	-2	19
20 252	22 670	25 743	30 348	36 434	42 129	47 382	52 414	56 879	64 556	69 885	78 478	79 196	20
1 679	950	515	-342	-469	-1 368	-104	-1 358	-31	-1 109	1 457	3 385	4 762	21
—	—	—	—	-514	-999	-577	-464	-286	-494	-1 092	-1 873	-722	
21 931	23 620	26 258	30 006	35 965	40 761	47 278	51 058	56 848	63 447	71 342	81 863	83 958	22

Tableau 3

Provenance du revenu personnel, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Rémunération des salariés	5 472	5 935	6 343	6 975	7 721	8 685	9 624	10 189	11 149
02	Solde et indemnités militaires	76	85	81	71	77	81	100	90	128
03	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	147	154	133	121	133	209	174	191	200
04	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	759	803	845	889	928	976	1 024	1 106	1 189
05	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	575	615	671	760	822	894	937	1 044	1 171
	Transferts courants									
	Des administrations publiques									
06	Aux particuliers	760	810	813	869	941	970	1 250	1 506	1 662
07	Subventions d'équipement	—	1	1	6	7	7	1	—	—
08	Des corporations	22	24	26	29	32	34	38	40	39
09	Des non-résidents du Canada	17	19	20	22	24	24	27	27	27
10	**Revenu personnel**	**7 828**	**8 446**	**8 933**	**9 742**	**10 685**	**11 880**	**13 175**	**14 193**	**15 565**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
						'000 000 $							
11 965	13 019	14 469	16 741	20 258	23 491	27 547	30 069	33 068	36 784	41 762	47 817	50 324	01
136	108	115	124	138	154	173	176	180	181	200	230	264	02
175	192	246	347	352	438	402	371	557	638	570	617	618	03
1 226	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329	2 581	2 919	3 349	04
1 271	1 372	1 675	2 005	2 503	2 819	3 222	3 661	4 220	5 256	6 291	8 366	9 715	05
1 837	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873	5 949	6 916	7 741	8 197	9 281	10 823	13 111	06
—	2	5	22	14	44	46	55	69	100	152	151	275	07
42	46	48	53	62	72	83	87	98	121	138	142	112	08
30	45	48	59	63	70	76	89	106	120	138	144	161	09
16 682	18 369	20 823	24 067	28 980	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726	61 113	71 209	77 929	10

Tableau 4

Emplois du revenu personnel, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
						'000 000 $				
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation**[1]	6 668	7 211	7 668	8 257	8 894	9 608	10 133	11 268	12 108
02	Biens	4 267	4 631	4 925	5 281	5 689	6 113	6 715	7 078	7 544
03	Durables	821	933	1 021	1 119	1 266	1 364	1 504	1 634	1 724
04	Semi-durables	1 031	1 106	1 147	1 228	1 283	1 393	1 580	1 682	1 781
05	Non durables	2 415	2 592	2 757	2 934	3 140	3 356	3 631	3 762	4 039
06	Services	2 401	2 580	2 743	2 976	3 205	3 495	3 418	4 190	4 564
	Transferts courants									
	Aux administrations publiques									
07	Impôts sur le revenu	514	567	609	744	778	962	1 228	1 506	1 823
08	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	41	48	53	64	68	58	63	63	65
09	Cotisations des employeurs et employés à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	154	156	162	169	189	393	448	482	569
10	Autres	36	42	37	38	47	48	54	65	80
11	Aux corporations	37	39	40	46	54	60	69	87	121
12	Aux non-résidents du Canada	29	29	30	30	31	32	40	32	47
13	**Épargne personnelle**	349	354	334	391	624	719	1 140	690	752
14	Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	348	348	333	392	630	713	1 139	682	753
15	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	1	6	1	2	– 6	6	1	8	– 1
16	**Revenu personnel**	7 828	8 446	8 933	9 742	10 685	11 880	13 175	14 193	15 565

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
12 820	13 947	15 750	18 149	21 034	24 788	27 701	30 690	33 376	37 335	40 904	45 478	48 803	01
7 839	8 527	9 817	11 433	13 400	15 751	17 128	18 586	20 170	22 780	24 774	27 384	28 832	02
1 686	1 943	2 371	2 932	3 304	3 903	4 371	4 609	4 987	5 871	5 954	6 193	6 016	03
1 820	1 877	2 134	2 397	2 969	3 361	3 792	4 096	4 299	4 737	5 118	5 589	5 623	04
4 333	4 707	5 312	6 104	7 127	8 487	8 965	9 881	10 884	12 172	13 702	15 602	17 193	05
4 981	5 420	5 933	6 716	7 634	9 037	10 573	12 104	13 206	14 555	16 130	18 094	19 971	06
2 173	2 579	2 959	3 524	4 346	4 972	5 874	7 202	7 364	8 303	9 479	11 298	12 412	07
78	84	65	53	45	40	32	27	29	43	43	38	32	08
588	611	721	870	1 187	1 398	1 753	1 829	2 142	2 565	2 911	3 555	3 834	09
83	93	88	107	97	106	153	177	298	372	494	492	434	10
147	148	162	222	337	363	368	389	475	736	949	1 174	1 139	11
48	48	49	62	64	67	69	72	74	84	91	96	103	12
745	859	1 029	1 080	1 870	2 067	3 368	2 996	4 446	4 288	6 242	9 078	11 172	13
731	873	1 034	1 046	1 834	2 075	3 368	2 982	4 405	4 187	6 210	9 069	11 213	14
14	−14	−5	34	36	−8	—	14	41	101	32	9	−41	15
16 682	18 388	20 823	24 067	29 980	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726	61 113	71 209	77 929	16

Tableau 5

Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	**Revenu intérieur net au coût des facteurs**	**7 800**	**8 438**	**8 929**	**9 927**	**10 814**	**12 040**	**13 032**	**13 892**	**15 188**
	Plus:									
02	Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non résidents aux particuliers	777	830	834	897	972	1 001	1 278	1 533	1 689
03	Transferts des corporations aux particuliers	22	24	26	29	32	34	38	40	39
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	575	615	671	760	822	894	937	1 044	1 171
	Moins:									
05	Profits et autres revenus de placement incluant ajustement de la valeur des stocks	1 346	1 461	1 527	1 871	1 955	2 089	2 110	2 316	2 522
	Égale:									
06	**Revenu personnel**	**7 828**	**8 446**	**8 933**	**9 742**	**10 685**	**11 880**	**13 175**	**14 193**	**15 565**
	Moins:									
07	Impôts directs des particuliers	709	771	824	977	1 035	1 413	1 739	2 051	2 457
08	Autres transferts courants aux administrations publiques	36	42	37	38	47	48	54	65	80
	Égale:									
09	**Revenu personnel disponible**	**7 083**	**7 633**	**8 072**	**8 727**	**9 603**	**10 419**	**11 382**	**12 077**	**13 028**
	Moins:									
10	Dépenses personnelles en biens et services de consommation*	6 668	7 211	7 668	8 257	8 894	9 608	10 133	11 268	12 108
11	Transferts courants aux corporations (intérêts sur la dette de consomation)	37	39	40	46	54	60	69	87	121
12	Transferts courants aux non-résidents du Canada	29	29	30	30	31	32	40	32	47
	Égale:									
13	**Épargne personnelle**	**349**	**354**	**334**	**394**	**624**	**719**	**1 140**	**690**	**752**
14	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	1	6	1	2	– 6	6	1	8	– 1
15	Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	348	348	333	392	630	713	1 139	682	753

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
						'000 000 $							
16 233	**17 568**	**19 513**	**22 506**	**27 320**	**31 440**	**36 298**	**39 050**	**43 721**	**49 234**	**55 777**	**63 357**	**64 178**	**01**
1 867	2 242	2 814	3 256	4 039	4 987	6 071	7 060	7 916	8 417	9 571	11 118	**13 547**	**02**
42	46	48	53	62	72	83	87	98	121	138	142	**112**	**03**
1 271	1 372	1 675	2 005	2 503	2 819	3 222	3 661	4 220	5 256	6 291	8 366	**9 715**	**04**
2 731	2 859	3 227	3 753	4 944	5 517	6 356	6 476	7 751	9 302	10 664	11 774	**9 623**	**05**
16 682	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**	**39 318**	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 113**	**71 209**	**77 929**	**06**
2 839	3 274	3 745	4 447	5 578	6 410	7 659	9 058	9 535	10 911	12 433	14 891	**16 278**	**07**
83	93	88	107	97	106	153	177	298	372	494	492	**434**	**08**
13 760	**15 002**	**16 990**	**19 513**	**23 305**	**27 285**	**31 506**	**34 147**	**38 371**	**42 443**	**48 186**	**55 826**	**61 217**	**09**
12 820	13 947	15 750	18 149	21 034	24 788	27 701	30 690	33 376	37 335	40 904	45 478	**48 803**	**10**
147	148	162	222	337	363	368	389	475	736	949	1 174	**1 139**	**11**
48	**48**	**49**	**62**	**64**	**67**	**69**	**72**	**74**	**84**	**91**	**96**	**103**	**12**
745	**859**	**1 029**	**1 080**	**1 870**	**2 067**	**3 368**	**2 996**	**4 446**	**4 288**	**6 242**	**9 078**	**11 172**	**13**
14	−14	−5	34	36	−8	—	14	41	101	32	9	**−41**	**14**
731	873	1 034	1 046	1 834	2 075	3 368	2 982	4 405	4 187	6 210	9 069	**11 213**	**15**

Tableau 6

Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Impôts directs et autres transferts provenant des personnes	745	813	861	1 015	1 082	1 461	1 793	2 116	2 537
02	Impôts directs sur les sociétés et entreprises publiques	487	477	496	558	582	619	613	686	742
03	Impôts indirects	1 699	1 884	1 958	2 157	2 432	2 705	2 946	3 174	3 487
04	Autres revenus incluant imputations d'amortissement[1]	294	318	342	373	408	461	534	589	748
05	**Total**	**3 225**	**3 492**	**3 657**	**4 103**	**4 504**	**5 246**	**5 886**	**6 565**	**7 514**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux

Tableau 7

Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Dépenses en biens et services									
01	Dépenses courantes	1 315	1 427	1 556	1 708	1 994	2 383	2 689	3 043	3 349
02	Formation brute de capital	339	408	418	535	655	631	660	680	795
	Transferts									
03	Aux personnes	760	810	813	869	941	970	1 250	1 506	1 662
04	Autres transferts[1]	410	472	532	594	633	750	808	895	1 012
05	**Total**	**2 824**	**3 117**	**3 319**	**3 706**	**4 223**	**4 734**	**5 407**	**6 124**	**6 818**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
2 922	3 367	3 833	4 554	5 675	6 516	7 812	9 235	9 833	11 283	12 927	15 383	16 712	01
736	774	882	1 079	1 465	1 504	1 393	1 315	1 575	1 886	2 380	2 211	1 332	02
3 688	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723	6 724	7 248	7 866	8 309	9 186	11 235	12 245	03
888	1 013	1 079	1 262	1 548	1 768	1 999	2 279	2 663	2 991	3 559	4 059	4 794	04
8 234	9 058	10 208	11 707	14 179	15 511	17 928	20 077	21 937	24 469	28 052	32 888	35 083	05

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
4 031	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096	9 536	11 013	12 317	13 936	16 380	18 729	20 410	01
792	1 056	1 095	1 174	1 443	1 721	1 631	1 815	1 820	1 721	1 979	1 894	1 914	02
1 837	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873	5 949	6 916	7 741	8 197	9 281	10 823	13 111	03
1 121	1 274	1 405	1 626	2 329	3 128	3 261	3 462	3 913	4 832	6 622	8 655	9 269	04
7 781	8 979	10 190	11 790	14 645	17 818	20 377	23 206	25 791	28 686	34 262	40 101	44 704	05

Tableau 8

Compte consolidé de production: dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires									
01	Entreprises	4 540	4 878	5 163	5 633	6 205	6 933	7 501	7 835	8 440
	Administrations provinciale et locales									
02	Effectifs civils (compte courant)	611	711	818	954	1 087	1 268	1 578	1 764	2 036
03	Effectifs civils (compte capital)	17	17	16	20	28	21	23	21	24
	Administration fédérale									
04	Effectifs civils (compte courant)	126	131	134	143	153	180	200	221	263
05	Effectifs civils (compte capital)	1	1	1	1	1	1	1	1	2
06	Solde et indemnités militaires	76	85	81	71	77	81	100	90	128
07	Particuliers	177	197	211	224	247	282	321	347	384
08	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	759	803	845	889	928	976	1 024	1 106	1 189
09	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	147	154	133	121	133	209	174	191	200
10	Ajustement relatif aux transactions de céréales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Bénéfices et autres revenus de placement	1 361	1 490	1 586	1 913	2 039	2 187	2 190	2 408	2 674
12	Ajustements de la valeur des stocks	– 15	– 29	– 59	– 42	– 84	– 98	– 80	– 92	– 152
	Impôts indirects									
13	Administrations provinciale et locales	843	975	1 062	1 165	1 335	1 499	1 705	1 906	2 138
14	Administration fédérale	856	909	896	992	1 097	1 206	1 241	1 268	1 349
	Moins:									
15	Subventions provinciales et locales	19	20	22	28	38	56	37	32	40
16	Subventions fédérales	64	77	94	97	94	129	141	156	163
	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers									
17	Particuliers et entreprises individuelles	349	358	378	410	425	449	458	485	518
18	Administrations provinciale et locales	86	94	105	115	137	157	168	181	206
19	Administration fédérale	25	26	27	28	30	33	35	37	41
20	Corporations et entreprises publiques	680	746	800	880	985	1 093	1 160	1 220	1 297
21	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**10 556**	**11 449**	**12 081**	**13 392**	**14 691**	**16 292**	**17 621**	**18 801**	**20 534**

Section B

TABLEAUX SECTORIELS

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
8 968	9 581	10 666	12 286	14 821	17 293	19 783	21 386	23 139	25 659	28 730	32 821	**33 790**	01
2 270	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686	5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 225	**12 353**	02
24	29	37	41	50	47	52	61	63	67	71	64	**60**	03
270	311	371	397	491	602	701	776	942	1 082	1 255	1 554	**1 750**	04
- 2	1	3	2	3	3	3	3	3	3	2	2	**4**	05
136	108	115	124	138	154	173	176	180	181	200	230	**264**	06
431	505	560	649	778	860	1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 151	**2 387**	07
1 226	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329	2 581	2 919	**3 349**	08
175	192	246	347	352	438	402	371	557	638	570	617	**618**	09
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**—**	10
2 771	3 029	3 503	4 419	6 038	6 263	6 880	7 380	8 957	11 168	12 417	13 507	**10 645**	11
- 40	- 170	- 276	- 666	- 1 094	- 746	- 524	- 904	- 1 206	- 1 866	- 1 753	- 1 733	**- 1 022**	12
2 292	2 404	2 746	3 006	3 351	3 668	4 395	4 785	5 216	5 616	6 141	6 603	**7 890**	13
1 396	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055	2 329	2 463	2 650	2 693	3 045	4 632	**4 355**	14
41	52	54	47	73	85	149	201	215	232	298	333	**401**	15
159	156	177	234	338	405	387	386	436	552	782	763	**1 020**	16
550	595	677	806	968	1 120	1 367	1 444	1 486	1 563	1 626	1 754	**1 866**	17
232	257	292	339	438	514	579	650	741	837	952	1 098	**1 256**	18
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	**204**	19
1 384	1 458	1 541	1 766	2 089	2 372	2 745	3 140	3 557	4 143	4 721	5 335	**5 630**	20
21 931	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 985**	**40 761**	**47 278**	**51 056**	**56 848**	**63 447**	**71 342**	**81 863**	**83 958**	21

Tableau 9

Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Ventes des entreprises									
01	Aux particuliers	6 356	6 887	7 335	7 864	8 458	9 126	9 609	10 701	11 441
	Aux administrations provinciale et locales									
02	Dépenses courantes (nettes)	161	156	193	189	302	426	354	470	383
03	Formation brute de capital fixe	286	364	389	503	571	552	557	562	686
	À l'administration fédérale									
04	Dépenses courantes (nettes)	230	224	198	208	208	238	254	280	292
05	Formation brute de capital fixe	30	25	17	31	59	59	73	87	81
06	Valeur de la variation matérielle des stocks	5	1	– 5	– 20	– 4	– 2	6	9	2
	Aux corporations et entreprises publiques									
07	Formation brute de capital fixe	1 159	1 213	1 323	1 701	1 943	2 190	1 941	1 844	1 896
08	Valeur de la variation matérielle des stocks des entreprises non agricoles	119	78	95	132	338	268	60	147	219
	Aux entreprises individuelles									
09	Formation brute de capital fixe	464	514	534	583	624	627	613	634	684
10	Valeur de la variation matérielle des stocks et de céréales en circuit commercial	3	4	– 10	16	– 16	14	18	1	8
11	Balance extérieure des entreprises et erreur d'estimation	624	721	619	629	448	771	1 710	1 404	1 758
12	Ventes de services directs de main d'oeuvre entre particuliers	177	197	211	224	247	282	321	347	384
	Ventes de services directs de main-d'oeuvre entre administrations publiques									
	Administrations provinciale et locales									
13	Compte courant	611	711	818	954	1 087	1 268	1 578	1 764	2 036
14	Compte capital	17	17	16	20	28	21	23	21	24
	Administration fédérale									
15	Compte courant	202	216	215	214	230	261	300	311	391
16	Compte capital	1	1	1	1	1	1	1	1	2
	Consommation de capital propre									
17	Administrations provinciale et locales	86	94	105	115	137	157	168	181	206
18	Administration fédérale	25	26	27	28	30	33	35	37	41
19	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**10 556**	**11 449**	**12 081**	**13 392**	**14 691**	**16 292**	**17 621**	**18 801**	**20 534**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
12 073	13 120	14 821	17 116	19 842	23 381	25 957	28 637	31 109	34 913	38 087	42 312	**45 456**	01
758	776	836	1 144	1 197	1 589	1 663	2 152	1 980	2 468	3 110	3 286	**3 346**	02
694	936	926	971	1 134	1 358	1 320	1 462	1 444	1 470	1 742	1 627	**1 601**	03
321	364	431	387	462	469	461	599	900	886	872	1 156	**1 237**	04
76	104	120	163	245	301	242	274	289	160	140	175	**214**	05
-4	-14	9	-3	11	12	14	15	21	21	24	26	**35**	06
1 927	2 260	2 772	3 493	4 445	5 747	5 851	6 550	6 953	7 924	8 875	9 541	**9 254**	07
6	97	176	405	886	-144	235	109	131	1 079	-547	271	**-3 227**	08
679	871	1 041	1 292	1 669	1 903	2 404	2 470	2 232	2 470	2 255	2 543	**2 044**	09
-3	-15	-20	20	46	18	24	-14	50	91	39	22	**-2**	10
1 995	1 272	884	42	-55	-821	490	-600	761	-323	2 401	4 400	**5 742**	11
431	505	560	649	778	860	1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 151	**2 367**	12
2 270	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686	5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 225	**12 353**	13
24	29	37	41	50	47	52	61	63	67	71	64	**60**	14
406	419	486	521	629	756	874	952	1 122	1 263	1 455	1 784	**2 014**	15
2	1	3	2	3	3	3	3	3	3	2	2	**4**	16
232	257	292	339	438	514	579	650	741	837	952	1 098	**1 256**	17
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	**204**	18
21 331	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 965**	**40 761**	**47 278**	**51 056**	**56 848**	**63 447**	**71 342**	**81 863**	**83 958**	19

Tableau 10

Compte consolidé de financement du capital: épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
						'000 000 $				
	Particuliers et entreprises individuelles									
01	Épargne personnelle	349	354	334	394	624	719	1 140	690	752
02	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	349	358	378	410	425	449	458	485	518
	Administrations provinciale et locales									
03	Épargne	152	243	202	251	182	364	480	490	637
04	Provisions pour consommation de capital ajustements divers	86	94	105	115	137	157	168	181	206
	Administration fédérale									
05	Épargne	477	420	422	538	587	589	456	413	607
06	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	25	26	27	28	30	33	35	37	41
	Corporations et entreprises publiques									
07	Profits non distribués[1]	15	29	59	42	84	98	80	92	152
08	Provisions pour consommation de capital ajustements divers	680	746	800	880	985	1 093	1 160	1 220	1 297
09	Subvention d'équipement	4	6	12	16	21	19	29	28	27
10	Ajustement de la valeur des stocks	– 15	– 29	– 59	– 42	– 84	– 98	– 80	– 92	– 152
11	Autres sources nécessaires de financement et erreur résiduelle[2]	– 38	– 30	80	335	553	307	– 634	– 238	– 483
12	**Épargne utilisée au Québec**	**2 084**	**2 217**	**2 360**	**2 967**	**3 544**	**3 730**	**3 292**	**3 306**	**3 602**

1. Des difficultés conceptuelles liées aux entreprises multiprovinciales ne permettent pas actuellement d'estimer cette composante. Seuls sont inclus à ce poste les gains de capital réalisés sur les inventaires et qui sont par la suite déduits à la ligne 10.

2. Comprend: les profits non distribués d'entreprises canadiennes, l'épargne étrangère, les ventes d'actifs existants, etc.

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
						'000 000 $							
745	859	1 029	1 080	1 870	2 067	3 368	2 996	4 446	4 288	6 242	9 078	11 172	01
550	595	677	806	968	1 120	1 367	1 444	1 486	1 563	1 626	1 754	1 886	02
535	639	798	568	903	736	−127	368	667	166	−1 220	−1 535	−1 219	03
232	257	292	339	438	514	579	650	741	837	952	1 098	1 256	04
434	193	−29	126	−434	−1 918	−1 371	−2 443	−3 570	−3 644	−4 123	−5 062	−7 948	05
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	204	06
40	170	276	666	1 094	746	524	994	1 206	1 866	1 753	1 733	1 022	07
1 384	1 458	1 541	1 766	2 089	2 372	2 745	3 140	3 557	4 143	4 721	5 335	5 630	08
33	68	58	67	92	83	126	180	220	164	72	81	139	09
−40	−170	−276	−666	−1 094	−746	−524	−994	−1 206	−1 866	−1 753	−1 733	−1 022	10
−556	154	646	1 574	2 493	4 189	3 357	4 265	3 511	5 623	4 171	3 342	−1 117	11
3 401	4 269	5 094	6 384	8 489	9 245	10 145	10 711	11 186	13 285	12 601	14 271	9 983	12

Tableau 11

Compte consolidé de financement du capital: emplois de l'épargne brute, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
						'000 000 $				
	Formation brute de capital fixe									
01	Personnes et entreprises non constituées en société	464	514	534	583	624	627	613	634	684
02	Administrations provinciale et locales	303	381	405	523	599	573	580	583	710
03	Administration fédérale	31	26	18	32	60	60	74	88	83
04	Sociétés et entreprises publiques	1 159	1 213	1 323	1 701	1 943	2 190	1 941	1 844	1 896
	Valeur de la variation matérielle des stocks									
05	Personnes et entreprises non constituées en société	3	4	– 10	16	– 16	14	18	1	8
06	Administration fédérale	5	1	– 5	– 20	– 4	– 2	6	9	2
07	Sociétés et entreprises publiques	119	78	95	132	338	268	60	147	219
08	**Total**	**2 084**	**2 217**	**2 360**	**2 967**	**3 544**	**3 730**	**3 292**	**3 306**	**3 602**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
679	871	1 041	1 292	1 669	1 903	2 404	2 470	2 232	2 470	2 255	2 543	**2 044**	01
718	965	963	1 012	1 184	1 405	1 372	1 523	1 507	1 537	1 813	1 691	**1 661**	02
78	105	123	165	248	304	245	276	292	163	142	177	**218**	03
1 927	2 260	2 772	3 493	4 445	5 747	5 851	6 550	6 953	7 924	8 875	9 541	**9 254**	04
−3	−15	−20	20	46	18	24	−14	50	91	39	22	**−2**	05
−4	−14	9	−3	11	12	14	15	21	21	24	26	**35**	06
6	97	176	405	886	−144	235	−109	131	1 079	−547	271	**−3 227**	07
3 401	**4 269**	**5 094**	**6 384**	**8 489**	**9 245**	**10 145**	**10 711**	**11 186**	**13 285**	**12 601**	**14 271**	**9 963**	08

Tableau 12

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — revenus, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Rémunération des salariés, soldes et indemnités militaires									
01	Des entreprises	4 540	4 878	5 163	5 633	6 205	6 933	7 501	7 835	8 440
	Administrations provinciale et locales									
02	Effectifs civils (compte courant)	611	711	818	954	1 087	1 268	1 578	1 764	2 036
03	Effectifs civils (compte capital)	17	17	16	20	28	21	23	21	24
	Administration fédérale									
04	Effectifs civils (compte courant)	126	131	134	143	153	180	200	221	263
05	Effectifs civils (compte capital)	1	1	1	1	1	1	1	1	2
06	Solde et indemnités militaires	76	85	81	71	77	81	100	90	128
07	Des particuliers	177	197	211	224	247	282	321	347	384
08	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	759	803	845	889	928	976	1 024	1 106	1 189
09	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	147	154	133	121	133	209	174	191	200
10	Ajustement relatif aux transactions de céréales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement provenant									
11	Du Canada	561	602	658	742	802	872	914	1 017	1 140
12	Des non-résidents du Canada	14	13	13	18	20	22	23	27	31
	Transferts courants (excluant les intérêts sur la dette publique) provenant									
13	Des sociétés canadiennes en dons de charité et mauvaises créances	22	24	26	29	32	34	38	40	39
	Des administrations publiques Paiements de transferts aux particuliers									
14	Des administrations provinciale et locales	275	322	306	346	414	408	569	712	788
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	—	—	—	13
15	De l'Administration fédérale	485	488	507	523	527	562	681	794	874
	(dont: Régime de pensions du Canada)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Subventions d'équipement									
16	Administrations provinciale et locales	—	1	—	—	—	—	—	—	—
17	Administration fédérale	—	—	1	6	7	7	1	—	—
18	Des non-résidents du Canada	17	19	20	22	24	24	27	27	27
19	**Total**	**7 828**	**8 446**	**8 933**	**9 742**	**10 685**	**11 880**	**13 175**	**14 193**	**15 565**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
8 968	9 581	10 666	12 286	14 821	17 293	19 783	21 386	23 139	25 659	28 730	32 821	33 790	01
2 270	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686	5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 225	12 353	02
24	29	37	41	50	47	52	61	63	67	71	64	60	03
270	311	371	397	491	602	701	776	942	1 082	1 255	1 554	1 750	04
2	1	3	2	3	3	3	3	3	3	2	2	4	05
136	108	115	124	138	154	173	176	180	181	200	230	264	06
431	505	560	649	778	860	1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 151	2 367	07
1 226	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329	2 581	2 919	3 349	08
175	192	246	347	352	438	402	371	557	638	570	617	618	09
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
1 241	1 346	1 641	1 968	2 471	2 783	3 189	3 612	4 162	5 198	6 215	8 299	9 649	11
30	26	34	37	32	35	33	49	58	58	76	67	66	12
42	46	48	53	62	72	83	87	98	121	138	142	112	13
843	1 040	1 156	1 340	1 614	1 955	2 703	3 201	3 591	4 147	4 817	5 718	6 404	14
26	43	58	113	135	194	261	359	455	554	664	828	1 006	
994	1 155	1 605	1 835	2 348	2 918	3 246	3 715	4 150	4 050	4 464	5 105	6 707	15
—	1	1	2	2	2	3	4	5	6	8	10	12	
—	2	5	22	13	32	43	55	67	66	73	60	59	16
—	—	—	—	1	12	3	—	2	34	79	91	218	17
30	45	48	59	63	70	76	89	106	120	138	144	161	18
16 682	18 369	20 823	24 067	28 980	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726	61 113	71 209	77 929	19

Tableau 13

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — dépenses, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Achats de biens et services de consommation									
01	Auprès des entreprises	6 356	6 887	7 335	7 864	8 458	9 126	9 609	10 701	11 441
02	Auprès des particuliers (services directs de main-d'oeuvre)	177	197	211	224	247	282	321	347	384
03	Auprès des non-résidents du Québec	135	127	122	169	189	200	203	220	283
	Transferts courants									
	Aux administrations provinciale et locales									
04	Impôts sur le revenu	75	97	103	155	263	410	541	693	778
05	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	26	27	34	35	42	31	37	37	43
06	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	43	42	44	47	57	249	294	312	358
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	183	225	239	269
07	Autres	35	42	36	37	46	47	53	64	79
	À l'Administration fédérale									
08	Impôts sur le revenu	439	470	506	589	515	552	687	813	1 045
09	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	15	21	19	29	26	27	26	26	22
10	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	111	114	118	122	132	144	154	170	211
	(dont: Régime de pensions du Canada)	—	—	—	—	—	2	3	4	3
11	Autres	1	—	1	1	1	1	1	1	1
12	Aux corporations (intérêts sur la dette de consommation)	37	39	40	46	54	60	69	87	121
13	Aux non-résidents du Canada	29	29	30	30	31	32	40	32	47
	Épargne									
14	Des particuliers	349	354	334	394	624	719	1 140	690	752
15	Ajustement relatif aux transactions de céréales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	**Total**	**7 828**	**8 446**	**8 933**	**9 742**	**10 685**	**11 880**	**13 175**	**14 193**	**15 565**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
12 073	13 120	14 821	17 116	19 842	23 381	25 957	28 637	31 109	34 913	38 087	42 312	45 456	01
431	505	560	649	778	860	1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 151	2 367	02
316	322	369	384	414	547	594	759	792	786	944	1 015	980	03
944	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736	3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 870	7 450	04
50	42	46	48	43	39	29	22	25	39	43	38	32	05
375	387	452	539	667	753	959	993	1 219	1 655	1 892	2 094	2 341	06
281	286	321	366	404	480	575	584	704	769	937	963	1 078	
82	92	87	106	96	104	151	174	295	368	490	489	430	07
1 229	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236	2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 428	4 962	08
28	42	19	5	2	1	3	5	4	4	—	—	—	09
213	224	269	331	520	645	794	836	923	910	1 019	1 461	1 493	10
3	3	3	3	4	4	2	2	6	5	7	9	11	
1	1	1	1	1	2	2	3	3	4	4	3	4	11
147	148	162	222	337	363	368	389	475	736	949	1 174	1 139	12
48	48	49	62	64	67	69	72	74	84	91	96	103	13
745	859	1 029	1 080	1 870	2 067	3 368	2 996	4 446	4 288	6 242	9 078	11 172	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
16 682	18 369	20 823	24 067	28 980	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726	61 113	71 209	77 929	16

Tableau 14

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles — ressources, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Épargne									
01	Épargne personnelle	349	354	334	394	624	719	1 140	690	752
	(dont: subventions d'équipement)									
	Des administrations provinciale et locales	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	De l'Administration fédérale	—	—	1	6	7	7	1	—	—
02	Ajustement relatif aux transactions de céréales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
03	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	349	358	378	410	425	449	458	485	518
04	**Total**	**698**	**712**	**712**	**804**	**1 049**	**1 168**	**1 598**	**1 175**	**1 270**

Tableau 15

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles — emplois, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Formation brute de capital fixe	464	514	534	583	624	627	613	634	684
02	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles et céréales en circuit commercial	3	4	– 10	16	– 16	14	18	1	8
03	Transferts de capitaux (valeur nette des successions et des capitaux des migrants)	21	15	10	9	– 1	– 20	– 33	– 46	– 46
04	Capacité de financement en valeur nette plus achat net d'actifs non financiers existants	210	179	178	196	442	547	1 000	586	624
05	**Total**	**698**	**712**	**712**	**804**	**1 049**	**1 168**	**1 598**	**1 175**	**1 270**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
745	859	1 029	1 080	1 870	2 067	3 368	2 996	4 446	4 288	6 242	9 078	11 172	01
—	2	5	22	13	32	43	55	67	66	73	60	59	
—	—	—	—	1	12	3	—	2	34	79	91	216	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	02
550	595	677	806	968	1 120	1 367	1 444	1 486	1 563	1 626	1 754	1 866	03
1 295	1 454	1 706	1 886	2 838	3 187	4 735	4 440	5 932	5 851	7 868	10 832	13 038	04

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
679	871	1 041	1 292	1 669	1 903	2 404	2 470	2 232	2 470	2 255	2 543	2 044	01
-3	-15	-20	20	46	18	24	-14	50	91	39	22	-2	02
-54	-69	-78	-97	-148	-135	-148	-122	-98	-145	-239	-300	-291	03
673	667	763	671	1 271	1 401	2 455	2 106	3 748	3 435	5 813	8 567	11 287	04
1 295	1 454	1 706	1 886	2 838	3 187	4 735	4 440	5 932	5 851	7 868	10 832	13 038	05

Tableau 16

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale — revenus provenant du Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
						'000 000 $				
	Impôts directs									
	Des particuliers et entreprises individuelles									
01	Impôts sur le revenu	439	470	506	589	515	552	687	813	1 045
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	15	21	19	29	26	27	26	26	22
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	111	114	118	122	132	144	154	170	211
	(dont: Régime de pensions du Canada)	—	—	—	—	—	2	3	4	3
	Des corporations et entreprises publiques									
04	Entreprises publiques	9	8	6	5	4	4	6	7	8
05	Corporations-perceptions	338	343	338	415	436	435	440	441	622
06	Corporations (excédents des impôts dus sur les impôts perçus)	16	—	17	– 12	– 19	8	– 16	48	– 83
07	Des non-résidents du Canada	37	40	37	35	42	57	61	64	61
08	Impôts indirects	856	909	896	992	1 097	1 206	1 241	1 268	1 349
09	Autres transferts courants en provenance des particuliers	1	—	1	1	1	1	1	1	1
10	Revenus de placement originant du Québec	98	106	123	147	153	152	181	196	298
	(dont:Régime de pensions du Canada)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	**Total**	**1 920**	**2 011**	**2 061**	**2 323**	**2 387**	**2 586**	**2 781**	**3 034**	**3 534**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
1 229	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236	2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 428	4 962	01
28	42	19	5	2	1	3	5	4	4	—	—	—	02
213	224	269	331	520	645	794	836	923	910	1 019	1 461	1 493	03
3	3	3	3	4	4	2	2	6	5	7	9	11	
7	5	5	5	6	7	7	11	13	14	19	29	30	04
597	525	596	695	886	1 035	1 072	935	979	1 155	1 462	1 486	1 180	05
-64	39	49	68	158	29	-92	28	108	130	182	44	-167	06
71	76	65	65	93	113	122	130	141	183	242	270	287	07
1 396	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055	2 329	2 463	2 650	2 693	3 045	4 632	4 355	08
1	1	1	1	1	2	2	3	3	4	4	3	4	09
333	370	380	403	461	493	532	616	730	738	877	885	1 162	10
—	1	1	2	3	3	6	5	5	6	7	9	10	
3 811	4 151	4 552	5 073	6 308	6 616	7 508	7 898	8 329	9 115	10 808	13 238	13 306	11

Tableau 17

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale — dépenses, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Achats nets de biens et services									
01	Auprès des entreprises	230	224	198	208	208	238	254	280	292
	Auprès de l'Administration fédérale									
02	Services directs de main-d'oeuvre	202	216	215	214	230	261	300	311	391
03	Consommation de capital propre	25	26	27	28	30	33	35	37	41
	Transferts courants de l'Administration fédérale (sans service de la dette publique)									
04	Aux particuliers	485	488	507	523	527	562	681	794	874
	(dont: Régime de pensions du Canada)	4	5	5	5	5	4	4	4	—
	Aux entreprises									
05	Subventions	64	77	94	97	94	129	141	156	163
	(dont: subventions à l'importation de pétrole)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
06	Subventions d'équipement aux corporations et entreprises publiques	3	6	12	16	21	19	29	27	27
07	Subventions d'équipement aux particuliers	—	—	1	6	7	7	1	—	—
08	Intérêts sur la dette publique fédérale versés au Québec	225	251	268	283	294	315	338	381	427
09	Transferts courants aux administrations provinciale et locales	209	303	317	410	389	433	546	635	712
10	Épargne	477	420	422	538	587	589	456	413	607
11	**Total**	**1 920**	**2 011**	**2 061**	**2 323**	**2 387**	**2 586**	**2 781**	**3 034**	**3 534**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
321	364	431	387	462	469	461	599	900	886	872	1 156	1 237	01
406	419	486	521	629	756	874	952	1 122	1 263	1 455	1 784	2 014	02
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	204	03
994	1 155	1 605	1 835	2 348	2 918	3 246	3 715	4 150	4 050	4 464	5 105	6 707	04
—	1	1	2	2	2	3	4	5	6	8	10	12	
159	156	177	234	852	1 404	964	850	722	1 046	1 874	2 636	1 742	05
—	—	—	—	514	999	577	464	286	494	1 092	1 873	722	
32	60	52	62	68	79	120	175	217	159	71	81	138	06
—	—	—	—	1	12	3	—	2	34	79	91	216	07
478	465	517	548	610	742	889	959	1 223	1 619	2 015	2 845	3 570	08
943	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072	2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 428	09
434	193	−29	126	−434	−1 918	−1 371	−2 443	−3 570	−3 644	−4 123	−5 062	−7 948	10
3 811	4 151	4 552	5 073	6 306	6 616	7 508	7 898	8 329	9 115	10 808	13 238	13 306	11

Tableau 18

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — ressources, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Épargne réalisée au Québec	477	420	422	538	587	589	456	413	607
02	Provisions pour consommation de capital	25	26	27	28	30	33	35	37	41
03	**Total**	**502**	**446**	**449**	**566**	**617**	**622**	**491**	**450**	**648**

Tableau 19

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — emplois, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Formation brute de capital fixe									
01	Achats auprès des entreprises	30	25	17	31	59	59	73	87	81
02	Services directs de main-d'oeuvre	1	1	1	1	1	1	1	1	2
03	Valeur de la variation matérielle des stocks	5	1	– 5	– 20	– 4	– 2	6	9	2
04	Excédent (+) ou déficit (–)	466	419	436	554	561	564	411	353	563
	(dont: Régime de pensions du Canada)	—	—	—	—	—	2	3	4	3
05	**Total**	**502**	**446**	**449**	**566**	**617**	**622**	**491**	**450**	**648**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
434	193	−29	126	−434	−1 918	−1 371	−2 443	−3 570	−3 644	−4 123	−5 062	−7 948	01
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	204	02
478	239	23	184	−364	−1 836	−1 270	−2 332	−3 442	−3 499	−3 963	−4 882	−7 744	03

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
76	104	120	163	245	301	242	274	289	160	140	175	214	01
2	1	3	2	3	3	3	3	3	3	2	2	4	02
−4	−14	9	−3	11	12	14	15	21	21	24	26	35	03
404	148	−109	22	−623	−2 152	−1 529	−2 624	−3 755	−3 683	−4 129	−5 085	−7 997	04
3	3	3	3	5	5	5	3	6	5	6	8	9	
478	239	23	184	−364	−1 836	−1 270	−2 332	−3 442	−3 499	−3 963	−4 882	−7 744	05

Tableau 20

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — revenus, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Impôts directs									
	Des particuliers et entreprises individuelles									
01	Impôts sur le revenu	75	97	103	155	263	410	541	693	778
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	26	27	34	35	42	31	37	37	43
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	43	42	44	47	57	249	294	312	358
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	183	225	239	269
	Des corporations									
04	Corporations – perceptions	115	125	129	140	164	168	181	183	216
05	Corporations (excédent des impôts dus sur ceux perçus)	9	1	6	10	– 3	4	2	7	– 21
06	Impôts indirects	843	975	1 062	1 165	1 335	1 499	1 705	1 906	2 138
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	35	42	36	37	46	47	53	64	79
	Revenus de placement									
08	Bénéfices reversés par les entreprises publique	6	6	– 3	– 3	4	12	15	17	17
09	Autres revenus de placement	42	46	53	51	42	50	74	94	125
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	5	18	35	55
10	Transferts provenant de l'Administration publique fédérale	209	303	317	410	389	433	546	635	712
11	**Total**	**1 403**	**1 664**	**1 781**	**2 047**	**2 339**	**2 903**	**3 448**	**3 948**	**4 445**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
944	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736	3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 870	7 450	01
50	42	46	48	43	39	29	22	25	39	43	38	32	02
375	387	452	539	667	753	959	993	1 219	1 655	1 892	2 094	2 341	03
281	286	321	366	404	480	575	584	704	769	937	963	1 078	
204	202	227	302	367	508	511	445	503	553	635	688	751	04
−8	3	5	9	48	−75	−105	−48	−28	34	82	−36	−462	05
2 292	2 404	2 746	3 006	3 351	3 668	4 395	4 785	5 216	5 616	6 141	6 603	7 890	06
82	92	87	106	96	104	151	174	295	368	490	489	430	07
33	48	58	75	83	84	88	116	138	141	172	204	215	08
175	216	232	322	403	482	577	656	785	947	1 156	1 422	1 670	09
80	105	133	163	207	265	326	360	456	539	654	767	889	
943	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072	2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 428	10
5 090	5 897	6 573	7 539	9 065	10 371	11 961	14 398	16 174	17 929	20 073	22 794	25 743	11

Tableau 21

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — dépenses, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Achats nets de biens et services									
01	Auprès des entreprises	161	156	193	189	302	426	354	470	383
	Auprès des administrations provinciale et locales									
02	Services directs de main-d'oeuvre	611	711	818	954	1 087	1 268	1 578	1 764	2 036
03	Consommation de capital propre	86	94	105	115	137	157	168	181	206
	Transferts courants des administrations provinciale et locales (sans le service de la dette publique)									
04	Aux particuliers	275	322	306	346	414	408	569	712	788
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	—	—	4	13
	Aux entreprises									
05	Subventions	19	20	22	28	38	56	37	32	40
06	Subventions d'équipement aux corporations et entreprises publiques	1	—	—	—	—	—	—	1	—
07	Subventions d'équipement aux particuliers	—	1	—	—	—	—	—	—	—
08	Intérêts sur la dette publique	98	117	135	164	179	224	262	298	355
09	Épargne	152	243	202	251	182	364	480	490	637
10	**Total**	**1 403**	**1 664**	**1 781**	**2 047**	**2 339**	**2 903**	**3 448**	**3 948**	**4 445**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
758	776	836	1 144	1 197	1 589	1 663	2 152	1 980	2 468	3 110	3 286	**3 346**	01
2 270	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686	5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 225	**12 353**	02
232	257	292	339	438	514	579	650	741	837	952	1 098	**1 256**	03
843	1 040	1 156	1 340	1 614	1 955	2 703	3 201	3 591	4 147	4 817	5 718	**6 404**	04
26	43	58	113	135	194	261	359	455	554	664	828	**1 006**	
41	52	54	47	73	85	149	201	215	232	298	333	**401**	05
1	8	6	5	24	4	6	5	3	5	1	—	**1**	06
—	2	5	22	13	32	43	55	67	66	73	60	**59**	07
410	531	594	708	688	770	1 087	1 217	1 464	1 671	2 211	2 609	**3 142**	08
535	639	798	568	903	736	−127	368	667	166	−1 220	−1 535	**−1 219**	09
5 090	**5 897**	**6 573**	**7 539**	**9 085**	**10 371**	**11 961**	**14 398**	**16 174**	**17 929**	**20 073**	**22 794**	**25 743**	10

Tableau 22

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — ressources, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Épargne	152	243	202	251	182	364	480	490	637
02	Provisions pour consommation de capital	86	94	105	115	137	157	168	181	206
03	**Total**	**238**	**337**	**307**	**366**	**319**	**521**	**648**	**671**	**843**

Tableau 23

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — emplois, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Formation brute de capital fixe									
01	Achats auprès des entreprises	286	364	389	503	571	552	557	562	686
02	Services directs de main-d'oeuvre	17	17	16	20	28	21	23	21	24
03	Excédent (+) ou déficit (−) des stocks	− 65	− 44	− 98	− 157	− 280	− 52	68	88	133
	(dont: Régime de rentes du Québec)	—	—	—	—	—	184	236	262	302
04	**Total**	**238**	**337**	**307**	**366**	**319**	**521**	**648**	**671**	**843**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
535	639	798	568	903	736	−127	368	667	166	−1 220	−1 535	−1 219	01
232	257	292	339	438	514	579	650	741	837	952	1 098	1 256	02
767	896	1 090	907	1 341	1 250	452	1 018	1 408	1 003	268	437	37	03

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
694	936	926	971	1 134	1 358	1 320	1 462	1 444	1 470	1 742	1 627	1 601	01
24	29	37	41	50	47	52	61	63	67	71	64	60	02
49	−69	127	−105	157	−155	−920	−505	−99	−534	−2 081	−2 128	−1 624	03
325	340	385	404	461	530	621	563	678	730	898	871	914	
767	896	1 090	907	1 341	1 250	452	1 018	1 408	1 003	268	437	37	04

Section C

LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET AUTRES AGRÉGATS

Tableau 28

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Agriculture	235	248	232	227	250	328	299	325	345
02	Forêts	102	116	107	129	137	164	180	169	172
03	Pêche et piégeage	4	4	5	6	5	5	6	7	7
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	235	264	276	325	352	378	372	385	395
05	Industries manufacturières	2 737	2 949	3 078	3 428	3 656	4 025	4 146	4 467	4 826
06	Construction	576	631	673	762	880	992	951	899	915
07	Transports	663	663	677	736	792	859	927	1 004	1 051
08	Entreposage	11	11	13	14	12	20	23	19	18
09	Communications	248	273	293	330	355	394	442	453	509
10	Électricité, gaz et eau	236	250	280	319	330	360	418	447	453
11	Commerce de gros	425	486	533	605	645	732	791	823	964
12	Commerce de détail	658	702	747	809	852	935	1 018	1 107	1 203
13	Finances, assurances et affaires immobilières	1 055	1 124	1 204	1 301	1 452	1 514	1 657	1 863	2 012
14	Administration publique et défense	461	498	527	563	622	712	818	857	991
15	Services	1 294	1 443	1 594	1 806	2 061	2 354	2 805	2 990	3 389
16	**Total**	**8 940**	**9 662**	**10 239**	**11 360**	**12 391**	**13 772**	**14 853**	**15 815**	**17 250**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
341	352	409	545	593	704	723	756	1 003	1 204	1 233	1 400	**1 490**	01
176	142	147	212	300	285	272	314	326	364	462	532	**544**	02
9	8	8	10	12	13	16	23	32	44	48	50	**58**	03
408	389	383	528	644	583	800	873	860	1 118	1 458	1 561	**1 520**	04
4 994	5 138	5 701	6 454	7 892	8 504	9 358	9 957	11 243	13 386	15 381	17 314	**14 488**	05
931	1 167	1 316	1 581	2 146	2 822	2 742	2 884	2 836	2 799	3 042	3 653	**3 432**	06
1 142	1 242	1 314	1 484	1 738	1 954	2 144	2 361	2 651	2 854	3 342	3 719	**4 108**	07
24	27	24	32	36	45	78	73	86	109	126	140	**148**	08
546	582	677	753	846	942	1 094	1 288	1 422	1 579	1 757	1 872	**2 268**	09
521	586	603	707	870	1 085	1 221	1 430	1 785	2 173	2 303	2 416	**2 952**	10
1 066	1 093	1 260	1 416	1 771	1 982	2 320	2 271	2 486	2 894	3 250	3 627	**3 626**	11
1 308	1 352	1 557	1 757	2 031	2 511	2 948	3 027	3 294	3 798	4 116	4 513	**4 562**	12
2 140	2 377	2 593	2 852	3 300	3 964	4 995	5 479	6 178	6 356	6 672	7 870	**8 695**	13
1 102	1 288	1 483	1 685	2 080	2 523	3 078	3 385	3 892	4 332	5 216	5 918	**6 545**	14
3 735	4 181	4 600	5 459	6 626	7 611	9 301	10 274	11 539	12 912	14 830	17 139	**18 698**	15
18 443	**19 924**	**22 075**	**25 475**	**30 885**	**35 528**	**41 090**	**44 395**	**49 633**	**55 922**	**63 236**	**71 724**	**73 134**	16

Tableau 29

Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Agriculture	31	31	31	32	35	35	39	41	41
02	Forêts	91	98	99	118	125	153	172	155	159
03	Pêche et piégeage	1	1	2	2	2	2	2	2	2
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	125	134	135	142	158	172	182	189	196
05	Industries manufacturières	1 887	1 998	2 078	2 247	2 450	2 737	2 970	3 165	3 410
06	Construction	455	508	543	620	696	790	748	695	693
07	Transports	451	460	477	507	561	612	683	738	788
08	Entreposage	5	5	6	6	7	7	8	9	10
09	Communications	153	165	179	190	206	232	261	278	307
10	Électricité, gaz et eau	91	107	120	136	148	166	191	193	175
11	Commerce de gros	286	327	368	397	435	472	519	562	644
12	Commerce de détail	411	442	468	508	557	618	674	731	820
13	Finances, assurances et affaires immobilières	278	301	334	372	423	477	526	586	654
14	Administration publique et défense	383	414	435	463	505	579	677	707	822
15	Services	900	1 029	1 149	1 306	1 490	1 714	2 072	2 228	2 556
16	**Total**	**5 548**	**6 020**	**6 424**	**7 046**	**7 798**	**8 766**	**9 724**	**10 279**	**11 277**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
46	49	53	62	70	91	116	138	155	172	191	213	**235**	01
159	153	160	201	257	280	279	292	309	366	365	443	**406**	02
3	3	3	3	4	4	4	6	8	11	12	16	**18**	03
220	234	233	291	383	433	539	585	567	695	798	876	**786**	04
3 539	3 700	4 029	4 544	5 330	6 002	6 820	7 367	8 127	9 076	9 983	11 563	**11 542**	05
697	892	1 010	1 180	1 588	2 089	1 965	2 123	2 084	1 923	2 046	2 407	**2 135**	06
847	914	985	1 133	1 328	1 465	1 687	1 872	2 079	2 276	2 731	3 067	**3 380**	07
12	11	12	14	15	16	36	39	49	57	68	77	**85**	08
327	359	403	460	552	616	759	865	938	1 053	1 265	1 423	**1 573**	09
183	177	195	224	271	300	391	415	483	622	746	839	**927**	10
719	758	867	997	1 187	1 380	1 621	1 737	1 881	2 061	2 289	2 545	**2 607**	11
891	939	1 074	1 236	1 470	1 754	2 115	2 218	2 353	2 665	2 960	3 292	**3 371**	12
712	753	885	1 065	1 284	1 507	1 784	1 969	2 211	2 534	2 825	3 226	**3 620**	13
914	1 084	1 249	1 410	1 720	2 097	2 603	2 849	3 282	3 647	4 437	5 014	**5 512**	14
2 832	3 101	3 426	4 045	4 937	5 611	7 001	7 770	8 722	9 807	11 246	13 046	**14 391**	15
12 101	**13 127**	**14 584**	**16 865**	**20 396**	**23 645**	**27 720**	**30 245**	**33 248**	**36 965**	**41 962**	**48 047**	**50 588**	16

Tableau 30

Bénéfices et autres revenus de placement, par activité économique, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Agriculture	17	21	24	28	34	35	33	37	44
02	Forêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—
03	Pêche et piégeage	—	—	—	—	—	—	—	—	—
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	52	67	74	118	141	151	137	136	140
05	Industries manufacturières	568	639	673	812	823	891	742	841	994
06	Construction	30	26	28	39	57	69	67	71	82
07	Transports	72	60	56	67	67	72	64	75	61
08	Entreposage	3	3	4	5	1	9	10	5	2
09	Communications	60	68	69	92	92	99	111	99	118
10	Électricité, gaz et eau	88	84	93	115	103	108	140	159	178
11	Commerce de gros	73	85	100	113	124	156	154	172	191	190
12	Commerce de détail	68	75	96	103	97	109	123	136	142
13	Finances, assurances et affaires immobilières	295	320	335	377	450	424	499	576	608
14	Administration publique et défense	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Services	35	42	34	44	50	64	110	101	114
16	**Total**	**1 361**	**1 490**	**1 586**	**1 913**	**2 039**	**2 187**	**2 190**	**2 408**	**2 674**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
54	48	44	61	74	76	74	100	125	201	247	300	349	01
—	—	1	1	2	1	13	13	17	26	35	43	53	02
—	—	—	—	—	—	3	4	5	8	11	15	18	03
123	76	53	119	130	6	89	93	89	214	347	362	362	04
947	953	1 236	1 658	2 438	2 070	1 880	2 011	2 650	4 098	4 963	5 136	1 884	05
92	134	144	191	270	413	396	355	347	443	559	745	771	06
90	112	87	90	117	138	83	88	123	102	94	121	113	07
6	8	7	11	13	19	27	18	20	33	37	40	38	08
130	128	167	171	155	164	141	204	243	262	195	122	336	09
231	299	283	357	465	633	655	804	1 037	1 225	1 179	1 139	1 540	10
190	228	300	404	611	539	532	470	594	862	970	1 064	866	11
151	149	197	233	315	342	316	339	461	619	678	578	455	12
614	714	795	870	1 103	1 437	2 189	2 386	2 668	2 441	2 309	2 834	2 867	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
143	180	189	253	345	425	482	495	578	634	793	1 008	993	15
2 771	3 029	3 503	4 419	6 038	6 263	6 880	7 380	8 957	11 168	12 417	13 507	10 645	16

Tableau 31

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1961-198

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	Agriculture	147	154	133	121	133	209	174	191	200
02	Forêts	5	5	5	6	6	4	5	5	6
03	Pêche et piégeage	2	2	2	3	2	2	2	3	3
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	1	1	1	1	1	1	1	1	1
05	Industries manufacturières	40	40	37	33	36	39	38	39	33
06	Construction	58	66	73	73	84	85	86	88	92
07	Transports	19	18	19	25	30	31	33	33	35
08	Entreposage	—	—	—	—	—	—	—	—	—
09	Communications	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	Électricité, gaz et eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Commerce de gros	31	43	42	57	57	70	71	74	90
12	Commerce de détail	116	126	124	129	134	142	152	159	158
13	Finances, assurances et affaires immobilières	255	262	281	275	258	252	233	297	324
14	Administration publique et défense	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Services	232	240	261	287	320	350	383	407	447
16	**Total**	**906**	**957**	**978**	**1 010**	**1 061**	**1 185**	**1 198**	**1 297**	**1 389**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
175	192	246	347	352	438	402	371	557	638	570	617	618	01
6	3	4	5	6	6	2	8	9	9	11	13	13	02
4	3	3	5	6	6	7	10	16	22	22	16	19	03
1	1	1	2	2	3	2	3	4	5	9	8	7	04
31	27	30	37	42	40	40	52	53	56	72	84	82	05
84	91	109	142	201	202	237	240	233	239	215	250	228	06
34	41	51	58	68	88	95	91	108	115	112	108	107	07
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	08
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	09
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
83	79	86	78	94	105	123	128	139	147	174	187	173	11
160	182	195	213	232	289	314	342	357	439	435	480	486	12
357	387	344	300	190	221	11	-8	26	-22	34	132	433	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
466	576	633	701	787	880	989	1 092	1 220	1 319	1 497	1 641	1 801	15
1 401	1 582	1 702	1 888	1 980	2 278	2 222	2 329	2 722	2 967	3 151	3 536	3 967	16

Section D

TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Tableau 43

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Recettes									
01	Impôts directs touchant les personnes	709	771	824	977	1 035	1 413	1 739	2 051	2 457
02	Fédéraux	565	605	643	740	673	721	864	1 005	1 275
03	Provinciaux	144	166	181	237	362	507	647	803	910
04	Municipaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
05	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	2	3	4	3
06	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	183	225	239	269
07	Impôts directs touchant les sociétés et les entreprises gouvernementales	487	477	496	558	582	619	613	686	742
08	Fédéraux	363	351	361	408	421	447	430	496	547
09	Provinciaux	124	126	135	150	161	172	183	190	195
10	Impôts fédéraux touchant les non-résidents	37	40	37	35	42	57	61	64	61
11	Impôts indirects	1 699	1 884	1 958	2 157	2 432	2 705	2 946	3 174	3 487
12	Fédéraux	856	909	896	992	1 097	1 206	1 241	1 268	1 349
13	Provinciaux	344	442	509	642	741	821	961	1 071	1 203
14	Municipaux	499	533	553	523	594	678	744	835	935
15	Autres transferts courants provenant des particuliers	36	42	37	38	47	48	54	65	80
16	À l'Administration fédérale	1	—	1	1	1	1	1	1	1
17	À l'Administration provinciale	20	23	24	25	30	30 33	42	56	54
18	Aux administrations locales	14	17	10	10	14	15	18	20	20
19	Aux hôpitaux	1	2	2	2	2	2	2	2	3
20	Revenus de placement	146	158	173	195	199	214	270	307	440
21	Administration fédérale	98	106	123	147	153	152	181	196	298
22	Administration provinciale	43	47	56	49	41	46	56	60	72
23	Administrations locales	4	4	– 8	– 3	3	9	13	14	14
24	Hôpitaux	1	1	2	2	2	2	2	2	1
25	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	5	18	35	55
27	Transferts courants provenant des autres niveaux d'administration publique	584	766	801	1 065	1 200	1 393	1 666	1 916	2 105
	À la province en provenance	208	302	312	405	377	423	554	625	703
28	De l'Administration fédérale	205	298	309	402	371	410	528	620	697
29	Des administrations locales	3	4	3	3	6	13	26	5	6
	Aux administrations locales en provenance	170	222	235	367	439	526	602	720	763
30	De l'Administration fédérale	4	5	8	8	18	23	18	15	15
31	De l'Administration provinciale	166	217	227	359	421	503	584	705	748
	Aux hôpitaux, en provenance	206	242	254	293	384	444	510	571	639
32	De l'Administration provinciale	206	242	254	292	384	444	510	571	639
33	Des administrations locales	—	—	—	1	—	—	—	—	—
34	Recettes totales	3 698	4 138	4 326	5 025	5 537	6 449	7 349	8 263	9 372
35	Administration fédérale	1 920	2 011	2 061	2 323	2 387	2 584	2 778	3 030	3 531

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
2 839	3 274	3 745	4 447	5 578	6 410	7 659	9 058	9 535	10 911	12 433	14 891	16 278	01
1 467	1 632	1 785	2 027	2 559	2 878	3 534	3 766	3 699	4 193	4 970	5 880	6 444	02
1 088	1 353	1 636	2 051	2 611	3 048	3 548	4 706	5 126	5 944	6 519	8 039	8 745	03
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	04
3	3	3	3	4	4	2	2	6	5	7	9	11	05
281	286	321	366	404	480	575	584	704	769	937	963	1 078	06
736	774	882	1 079	1 465	1 504	1 393	1 315	1 575	1 886	2 380	2 211	1 332	07
540	569	650	768	1 050	1 071	987	918	1 100	1 299	1 663	1 559	1 043	08
196	205	232	311	415	433	406	397	475	587	717	652	289	09
71	76	65	65	93	113	122	130	141	183	242	270	287	10
3 688	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723	6 724	7 248	7 866	8 309	9 186	11 235	12 245	11
1 396	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055	2 329	2 463	2 650	2 693	3 045	4 632	4 355	12
1 291	1 354	1 554	1 718	2 020	2 158	2 602	2 737	2 959	3 055	3 402	3 898	4 807	13
1 001	1 050	1 192	1 288	1 331	1 510	1 793	2 048	2 257	2 561	2 739	2 705	3 083	14
83	93	88	107	97	106	153	177	298	372	494	492	434	15
1	1	1	1	1	2	2	3	3	4	4	3	4	16
54	62	53	70	66	72	101	118	248	313	423	420	352	17
25	28	32	34	29	32	43	49	47	55	67	69	78	18
3	2	2	2	1	—	7	7	—	—	—	—	—	19
541	634	670	800	947	1 059	1 197	1 388	1 653	1 826	2 205	2 511	3 047	20
333	369	379	401	458	490	526	611	725	732	870	876	1 152	21
114	144	137	210	253	276	310	381	421	507	631	815	947	22
12	14	18	23	24	24	26	27	42	35	35	35	37	23
2	1	2	1	2	1	3	4	4	7	8	9	12	24
—	1	1	2	3	3	6	5	5	6	7	9	10	25
80	105	133	163	207	265	326	360	456	539	654	767	889	26
2 738	3 131	3 362	3 593	4 496	5 587	6 100	8 207	8 484	9 061	10 324	11 375	13 208	27
928	1 288	1 241	1 284	1 674	2 052	2 175	2 901	3 346	3 483	3 877	4 346	5 358	
923	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043	2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 354	28
5	15	16	7	6	9	—	—	—	2	4	4	4	29
1 003	1 009	1 158	1 296	1 533	2 103	2 234	3 208	3 090	3 298	4 068	4 381	4 629	
20	20	36	25	34	29	46	79	89	76	68	80	72	30
983	989	1 122	1 271	1 499	2 074	2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 301	4 557	31
807	834	963	1 013	1 289	1 432	1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 648	3 221	
807	834	963	1 013	1 289	1 432	1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 648	3 221	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
10 696	11 886	13 226	14 903	18 167	20 502	23 348	27 523	29 552	32 548	37 264	42 985	46 831	34
3 808	4 147	4 548	5 068	6 301	6 609	7 500	7 891	8 318	9 104	10 794	13 220	13 285	35

Tableau 43 (suite)

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
36	Administration provinciale	883	1 106	1 217	1 508	1 712	1 999	2 434	2 791	3 139
37	Administrations locales	687	776	790	897	1 050	1 228	1 377	1 589	1 732
38	Hôpitaux	208	245	258	297	388	448	514	575	643
39	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	2	3	4	3
40	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	188	243	274	324
	Dépenses courantes									
41	Dépenses courantes en biens et services	1 315	1 427	1 556	1 708	1 994	2 383	2 689	3 043	3 349
42	Administration fédérale	457	466	440	450	468	532	589	628	724
43	Administration provinciale	224	223	271	289	361	511	534	618	539
44	Administrations locales	460	540	602	684	826	923	1 079	1 250	1 449
45	Hôpitaux	174	198	243	285	339	413	480	539	628
46	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
47	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	4	7	8	9
48	Transferts aux particuliers, en provenance	760	810	813	869	941	970	1 250	1 506	1 662
49	De l'Administration fédérale	485	488	507	523	527	562	681	794	874
50	De l'Administration provinciale	271	317	301	341	409	404	565	704	775
51	Des administrations locales	4	5	5	5	5	4	4	4	—
52	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
53	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	—	—	4	13
54	Subventions	83	97	116	125	132	185	178	188	203
55	Fédérales	64	77	94	97	94	129	141	156	163
	(dont: subventions à l'importation du pétrole)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
56	Provinciales	19	20	22	28	38	56	37	32	40
57	Subventions d'équipement	4	7	13	22	28	26	30	26	27
58	Fédérales	3	6	13	22	28	26	30	27	27
59	Provinciales	1	1	—	—	—	—	—	1	—
60	Transferts courants aux non-résidents en provenance du fédéral	—	—	—	—	—	—	—	—	—
61	Services de la dette publique	323	368	403	447	473	539	600	679	782
62	Administration fédérale	225	251	268	283	294	315	338	381	427
63	Administration provinciale	23	29	48	57	57	75	89	104	146
64	Administrations locales	68	81	79	98	113	140	164	185	200
65	Hôpitaux	7	7	8	9	9	9	9	9	9
66	Transferts courants aux autres niveaux d'administration publique	584	766	801	1 065	1 200	1 393	1 666	1 916	2 105
	De l'Administration fédérale	209	303	317	410	389	433	546	635	712
67	À l'Administration provinciale	205	298	309	402	371	410	528	620	697
68	Aux administrations locales	4	5	8	8	18	23	18	15	15
	De l'Administration provinciale	372	459	481	651	805	947	1 094	1 276	1 387
69	Aux administrations locales	166	217	227	359	421	503	584	705	748
70	Aux hôpitaux	206	242	254	292	384	444	510	571	639
	Des administrations locales	3	4	3	4	6	13	26	5	6

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
3 671	4 406	4 853	5 644	7 039	8 039	9 142	11 240	12 575	13 889	15 589	18 170	20 496	36
2 041	2 101	2 400	2 641	2 917	3 669	4 096	5 332	5 436	5 949	6 909	7 190	7 827	37
812	837	967	1 016	1 292	1 433	1 701	2 109	2 052	2 287	2 387	2 657	3 233	38
3	4	4	5	7	7	8	7	11	11	14	18	21	39
361	391	454	529	611	745	901	944	1 160	1 308	1 591	1 730	1 967	40
4 031	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096	9 536	11 013	12 317	13 936	16 380	18 729	20 410	41
771	829	969	966	1 161	1 307	1 436	1 662	2 150	2 294	2 487	3 120	3 455	42
873	1 108	1 230	1 578	1 890	2 394	2 819	3 485	3 679	4 551	5 553	6 177	6 717	43
1 662	1 728	1 865	2 270	2 638	3 034	3 591	4 064	4 459	4 882	5 697	6 378	6 948	44
715	781	854	989	1 207	1 340	1 671	1 780	2 002	2 185	2 614	3 023	3 243	45
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	46
10	8	11	12	15	21	19	22	27	24	29	31	47	47
1 837	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873	5 949	6 916	7 741	8 197	9 281	10 823	13 111	48
994	1 154	1 604	1 833	2 346	2 916	3 243	3 711	4 145	4 044	4 456	5 095	6 695	49
817	997	1 098	1 227	1 479	1 761	2 442	2 842	3 136	3 593	4 153	4 690	5 398	50
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51
—	1	1	2	2	2	3	4	5	6	8	10	12	52
26	43	58	113	135	194	261	359	455	554	664	828	1 008	53
200	208	231	281	925	1 489	1 113	1 051	937	1 278	2 172	2 969	2 143	54
159	156	177	234	852	1 404	964	850	722	1 046	1 874	2 636	1 742	55
—	—	—	—	514	999	577	464	286	494	1 092	1 873	722	
41	52	54	47	73	95	149	201	215	232	298	333	401	56
33	70	63	89	106	127	172	235	289	264	224	232	414	57
32	60	52	62	69	91	123	175	219	193	150	172	354	58
1	10	11	27	37	36	49	60	70	71	74	60	60	59
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60
888	996	1 111	1 256	1 298	1 512	1 976	2 176	2 687	3 290	4 226	5 454	6 712	61
478	465	517	548	610	742	889	959	1 223	1 619	2 015	2 845	3 570	62
174	225	272	339	344	411	556	589	766	894	1 276	1 712	2 066	63
219	290	301	344	317	328	491	589	660	728	880	837	1 011	64
17	16	21	25	27	31	40	39	38	49	55	60	65	65
2 738	3 131	3 362	3 593	4 496	5 587	6 100	8 207	8 484	9 061	10 324	11 375	13 208	66
943	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072	2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 426	
923	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043	2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 354	67
20	20	36	25	34	29	46	79	89	76	68	80	72	68
1 790	1 823	2 085	2 284	2 788	3 506	3 879	5 227	5 049	5 502	6 379	6 949	7 778	
983	989	1 122	1 271	1 499	2 074	2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 301	4 557	69
807	834	963	1 013	1 289	1 432	1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 648	3 221	70
5	15	16	7	6	9	—	—	—	2	4	4	4	

Tableau 43 (fin)

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
71	À l'Administration provinciale	3	4	3	3	6	13	26	5	6
72	Aux hôpitaux	—	—	—	1	—	—	—	—	—
73	Total des dépenses courantes	3 069	3 475	3 702	4 236	4 768	5 496	6 413	7 360	8 128
74	Administration fédérale	1 443	1 591	1 639	1 785	1 800	1 997	2 325	2 621	2 927
75	Administration provinciale	910	1 049	1 123	1 366	1 670	1 993	2 319	2 735	2 887
76	Administrations locales	535	630	689	791	950	1 080	1 273	1 444	1 655
77	Hôpitaux	181	205	251	294	348	422	489	548	637
78	Régime de pensions du canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
79	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	4	7	12	22
80	Épargne (recettes totales moins total des dépenses courantes)	629	663	624	789	769	953	936	903	1 244
81	Administration fédérale	477	420	422	538	567	587	453	409	604
82	Administration provinciale	– 27	57	94	142	42	6	115	56	252
83	Administrations locales	152	146	101	106	100	148	104	145	77
84	Hôpitaux	27	40	7	3	40	26	25	27	6
85	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	2	3	4	3
86	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	184	236	262	302
	Excédent ou déficit sur la base des comptes nationaux									
	Épargne (établie ci-dessus)									
	Plus:									
87	Provisions pour consommation de capital	111	120	132	143	167	190	203	218	247
88	Administration fédérale	25	26	27	28	30	33	35	37	41
89	Administration provinciale	30	34	40	45	57	66	70	75	84
90	Administrations locales	39	42	46	51	58	66	72	79	92
91	Hôpitaux	17	18	19	19	22	25	26	27	30
92	Moins: Formation brute de capital	339	408	418	535	655	631	660	680	795
93	Administration fédérale	36	27	13	12	56	58	80	97	85
94	Administration provinciale	127	168	179	279	292	269	268	210	288
95	Administrations locales	132	172	190	204	257	253	277	331	363
96	Hôpitaux	44	41	36	40	50	51	35	42	59
97	Égale: Excédent (+) ou déficit (–)	401	375	338	397	281	512	479	441	696
98	Administration fédérale	466	419	436	554	561	562	408	349	560
99	Administration provinciale	– 124	– 77	– 45	– 92	– 193	– 197		– 83	– 79
100	Administrations locales	59	16	– 43	– 47	– 99	– 39	– 101	– 107	– 194
101	Hôpitaux	—	17	– 10	– 18	12	—	16	12	– 23
102	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	2	3	4	3
103	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	184	236	262	302

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
5	15	16	7	6	9	—	—	—	2	4	4	4	71
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72
9 727	11 054	12 457	14 209	17 698	21 684	24 846	29 598	32 455	36 026	42 607	49 582	55 998	73
3 377	3 957	4 580	4 945	6 740	8 532	8 876	10 337	11 894	12 753	14 923	18 290	21 242	74
3 696	4 215	4 750	5 502	6 611	8 193	9 894	12 404	12 915	14 843	17 733	20 121	22 420	75
1 886	2 033	2 182	2 621	2 961	3 371	4 082	4 653	5 119	5 612	6 581	7 219	7 963	76
732	797	875	1 014	1 234	1 371	1 711	1 819	2 040	2 234	2 669	3 083	3 308	77
—	1	1	2	2	2	3	4	5	6	8	10	12	78
36	51	69	125	150	215	280	381	482	578	693	859	1 053	79
969	832	769	694	469	1 182	-1 498	-2 075	-2 903	-3 478	-5 343	-6 597	-9 167	80
431	190	-32	123	-439	-1 923	-1 376	-2 446	-3 576	-3 649	-4 129	-5 070	-7 957	81
-25	191	103	142	428	-154	-752	-1 164	-340	-954	-2 164	-1 951	-1 922	82
155	68	218	20	-44	298	14	679	317	337	328	-29	-136	83
80	40	92	2	58	62	-10	290	12	53	-282	-426	-75	84
3	3	3	3	5	5	5	3	6	5	6	8	9	85
325	340	385	404	461	530	621	563	678	730	898	871	914	86
276	303	344	397	508	596	680	761	869	982	1 112	1 278	1 460	87
44	46	52	58	70	82	101	111	128	145	160	180	204	88
94	104	118	143	196	231	251	278	314	355	412	490	563	89
105	117	136	154	193	228	270	309	354	400	452	514	590	90
33	36	38	42	49	55	58	63	73	82	88	94	103	91
792	1 056	1 095	1 174	1 443	1 721	1 631	1 815	1 820	1 721	1 979	1 894	1 914	92
74	91	132	162	259	316	259	292	313	184	166	203	253	93
256	448	471	438	512	715	521	517	580	674	706	718	688	94
393	461	449	524	598	612	780	944	859	849	1 098	964	963	95
69	58	43	50	74	78	71	62	68	14	9	9	10	96
453	79	18	-83	-466	-2 307	-2 449	-3 129	-3 854	-4 217	-6 210	-7 213	-9 621	97
401	145	-112	19	-628	-2 157	-1 534	-2 627	-3 761	-3 688	-4 135	-5 093	-8 006	98
-187	-151	-250	-153	112	-638	-1 022	-1 403	-606	-1 273	-2 [illegible]3	-2 179	-2 047	99
-133	-276	-95	-350	-449	-86	-496	44	-188	-112	-318	-479	-509	100
44	18	87	-6	33	39	-23	291	17	121	-203	-341	18	101
3	3	3	3	5	5	5	3	6	5	6	8	9	102
325	340	385	404	461	530	621	563	678	730	898	871	914	103

Tableau 44 Impôts directs des particuliers, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
01	Impôts sur le revenu	439	470	506	589	515	552	687	813	1 045
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	15	21	19	29	26	27	26	26	22
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	31	32	33	34	39	43	51	55	70
04	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-chômage	80	82	85	88	93	99	100	111	138
05	**Total: Administration fédérale**	**565**	**605**	**643**	**740**	**673**	**721**	**864**	**1 005**	**1 275**
	Administration provinciale									
06	Impôts sur le revenu	75	97	103	155	263	410	541	693	778
07	Droits successoraux	26	27	34	35	42	31	37	37	43
08	Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	9	10	12	15	18	19	23	26	31
09	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance contre les accidents du travail	28	30	32	32	39	47	46	47	58
10	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses industrielles de congés annuels	6	2	—	—	—	—	—	—	—
11	**Total: Administration provinciale**	**144**	**166**	**181**	**237**	**362**	**507**	**647**	**803**	**910**
12	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	2	3	4	3
13	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	183	225	239	269
14	**Total général**	**709**	**771**	**824**	**977**	**1 035**	**1 413**	**1 739**	**2 051**	**2 457**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
1 229	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236	2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 428	**4 962**	01
28	42	19	5	2	1	3	5	4	4	—	—	—	02
76	75	86	95	118	138	156	173	192	195	224	286	**293**	03
134	146	180	233	398	503	636	661	725	710	788	1 166	**1 139**	04
1 467	**1 632**	**1 785**	**2 027**	**2 559**	**2 878**	**3 534**	**3 766**	**3 699**	**4 193**	**4 970**	**5 880**	**6 444**	05
944	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736	3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 870	**7 450**	06
50	42	46	48	43	39	29	22	25	39	43	38	**32**	07
35	39	43	53	103	75	87	120	143	458	487	553	**685**	08
59	62	88	120	160	198	297	289	372	428	468	578	**578**	09
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
1 088	**1 353**	**1 636**	**2 051**	**2 611**	**3 048**	**3 548**	**4 706**	**5 126**	**5 944**	**6 519**	**8 039**	**8 745**	11
3	3	3	3	4	4	2	2	6	5	7	9	**11**	12
281	286	321	366	404	480	575	584	704	769	937	963	**1 078**	13
2 839	**3 274**	**3 745**	**4 447**	**5 578**	**6 410**	**7 659**	**9 058**	**9 535**	**10 911**	**12 433**	**14 891**	**16 278**	14

Tableau 45

Impôts directs des corporations et entreprises publiques, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
	Impôts sur le revenu									
01	Corporations	354	343	355	403	417	443	424	489	539
02	Entreprises publiques	9	8	6	5	4	4	6	7	8
03	**Total: Administration fédérale**	**363**	**351**	**361**	**408**	**421**	**447**	**430**	**496**	**547**
	Administration provinciale									
04	Impôts sur le revenu	119	121	126	139	142	147	158	172	178
05	Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	5	5	9	11	19	25	25	18	17
06	**Total: Administration provinciale**	**124**	**126**	**135**	**150**	**161**	**172**	**183**	**190**	**195**
07	**Total général**	**487**	**477**	**496**	**558**	**582**	**619**	**613**	**686**	**742**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
533	564	645	763	1 044	1 064	980	907	1 087	1 285	1 644	1 530	1 013	01
7	5	5	5	6	7	7	11	13	14	19	29	30	02
540	**569**	**650**	**768**	**1 050**	**1 071**	**987**	**918**	**1 100**	**1 299**	**1 663**	**1 559**	**1 043**	03
174	187	220	294	388	377	381	356	433	545	675	609	245	04
22	18	12	17	27	56	25	41	42	42	42	43	44	05
196	**205**	**232**	**311**	**415**	**433**	**406**	**397**	**475**	**587**	**717**	**652**	**289**	06
736	**774**	**882**	**1 079**	**1 465**	**1 504**	**1 393**	**1 315**	**1 575**	**1 886**	**2 380**	**2 211**	**1 332**	07

Tableau 46 Impôts indirects, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
01	Banques et sociétés d'assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—
02	Droits de douanes à l'importation	152	184	162	178	200	230	227	222	247
03	Droits d'accise	184	190	187	188	191	198	203	201	204
04	Taxes d'accise et divers	520	535	547	626	706	778	811	845	898
05	Frais d'exportation du pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—
06	**Total: Administration fédérale**	**856**	**909**	**896**	**992**	**1 097**	**1 206**	**1 241**	**1 268**	**1 349**
	Administration provinciale									
07	Taxes sur les divertissements	8	9	9	11	10	10	12	14	14
08	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	20	18	23	41	38	43	48	68	59
09	Taxes sur l'essence	101	115	144	165	184	201	215	250	280
10	Véhicules automobiles — licences et permis	26	28	30	32	33	35	37	41	51
11	Autres licences, droits et permis	12	12	13	15	16	16	17	17	18
12	Taxes diverses sur les ressources naturelles	3	4	4	4	4	4	5	5	5
13	Taxe foncière	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Taxe sur les ventes au détail (boissons alcooliques et tabac compris)	116	175	191	286	348	379	467	535	592
15	Bénéfices de la Société des alcools	28	42	53	45	52	66	72	45	76
16	Divers	30	39	42	43	56	67	88	96	108
17	**Total: Administration provinciale**	**344**	**442**	**509**	**642**	**741**	**821**	**961**	**1 071**	**1 203**
	Administrations locales									
18	Taxes sur les divertissements	2	2	2	2	4	5	7	7	7
19	Licences, droits et permis	6	6	7	9	9	9	9	10	10
20	Taxe immobilière et mobilière	395	438	441	461	535	614	669	751	839
21	Taxe sur les ventes au détail	53	42	58	8	—	—	—	—	—
22	Divers	43	45	45	43	46	50	59	67	79
23	**Total: administrations locales**	**499**	**533**	**553**	**523**	**594**	**678**	**744**	**835**	**935**
24	**Total général**	**1 699**	**1 884**	**1 958**	**2 157**	**2 432**	**2 705**	**2 946**	**3 174**	**3 487**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	01
246	279	328	366	485	507	544	579	652	745	719	780	668	02
215	225	232	244	292	360	351	396	393	341	429	540	585	03
935	996	1 108	1 196	1 363	1 188	1 434	1 488	1 605	1 607	1 897	3 281	3 084	04
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	18	05
1 396	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055	2 329	2 463	2 650	2 693	3 045	4 632	4 355	06
14	13	15	15	17	20	21	24	25	31	39	41	46	07
73	69	85	67	61	58	95	58	99	112	119	162	145	08
304	305	332	371	390	412	432	442	461	451	503	632	1 212	09
45	61	58	78	69	92	109	137	252	190	221	237	228	10
16	30	29	24	40	31	46	50	80	90	83	108	108	11
6	4	5	5	4	5	6	8	5	4	3	5	2	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	4	—	—	13
636	665	785	881	1 094	1 182	1 473	1 547	1 568	1 703	1 855	2 049	2 290	14
83	94	106	122	135	151	170	190	175	166	196	224	275	15
114	113	139	155	210	207	250	281	294	296	379	440	501	16
1 291	1354	1 554	1 718	2 020	2 158	2 602	2 737	2 959	3 055	3 402	3 898	4 907	17
8	9	9	10	12	11	16	16	16	14	19	20	21	18
11	9	10	9	10	14	11	11	11	12	12	13	15	19
867	927	1 075	1 160	1 183	1 308	1 557	1 794	1 985	2 288	2 336	2 278	2 565	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
115	105	98	109	126	177	209	227	245	247	372	394	482	22
1 001	1050	1 192	1 288	1 331	1 510	1 793	2 048	2 257	2 561	2 739	2 705	3 083	23
3 688	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723	6 724	7 248	7 866	8 309	9 186	11 235	12 245	24

Tableau 47

Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
01	À l'Administration fédérale	1	—	1	1	1	1	1	1	1
	À l'Administration provinciale									
02	Licences et permis des véhicules automobiles	18	19	20	19	24	24	26	35	46
03	Primes d'assurances hospitalières et médicales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
04	Divers	2	4	4	6	6	6	7	7	10
05	**Total: Administration provinciale**	**20**	**23**	**24**	**25**	**30**	**30**	**33**	**42**	**56**
06	Aux administrations locales	14	17	10	10	14	15	18	20	20
07	Aux hôpitaux	1	2	2	2	2	2	2	2	3
08	**Total général**	**36**	**42**	**37**	**38**	**47**	**48**	**54**	**65**	**80**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
1	1	1	1	1	2	2	3	3	4	4	3	4	01
42	49	42	55	48	58	77	95	219	283	389	377	280	02
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	03
12	13	11	15	18	14	24	23	29	30	34	43	72	04
54	62	53	70	66	72	101	118	248	313	423	420	352	05
25	28	32	34	29	32	43	49	47	55	67	69	78	06
3	2	2	2	1	—	7	7	—	—	—	—	—	07
83	93	88	107	97	108	153	177	298	372	494	492	434	08

Tableau 48

Revenus de placements des administrations publiques, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
01	Intérêts sur les fonds publics détenus	16	18	19	21	24	27	32	32	42
02	Intérêts sur les prêts, avances et placements	46	51	55	66	66	73	86	102	144
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	36	37	49	60	63	52	63	62	112
04	Redevances	—	—	—	—	—	—	—	—	—
05	**Total: Administration fédérale**	**98**	**106**	**123**	**147**	**153**	**152**	**181**	**196**	**298**
	Administration provinciale									
06	Intérêts sur les fonds publics détenus	11	11	17	12	12	13	15	18	21
07	Intérêts sur les prêts, avances et placements	4	8	10	12	8	7	3	13	27
08	Sommes reversées par les entreprises publiques	4	4	6	2	3	4	4	5	5
09	Redevances	24	24	23	23	18	22	24	24	19
10	**Total: Administration provinciale**	**43**	**47**	**56**	**49**	**41**	**46**	**56**	**60**	**72**
	Administrations locales									
11	Intérêts sur les fonds publics détenus	1	1	—	1	1	—	1	1	1
12	Intérêts sur les prêts, avances et placements	1	1	1	1	1	1	1	1	1
13	Sommes reversées par les entreprises publiques	2	2	– 9	– 5	1	8	11	12	12
14	**Total: administrations locales**	**4**	**4**	**– 8**	**– 3**	**3**	**9**	**13**	**14**	**14**
15	Hôpitaux	1	1	2	2	2	2	2	2	1
16	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	5	18	35	55
18	**Total général**	**146**	**158**	**173**	**195**	**199**	**214**	**270**	**307**	**440**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
57	83	72	82	100	124	150	176	225	278	337	428	518	01
152	182	161	197	233	272	337	354	388	390	410	452	501	02
124	124	146	122	125	94	39	81	112	64	123	−4	133	03
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	04
333	389	379	401	458	490	526	611	725	732	870	876	1 152	05
28	23	21	24	32	37	50	61	76	98	133	183	254	06
42	67	56	111	140	144	172	203	208	252	325	396	457	07
23	35	41	53	60	61	64	92	98	108	139	173	182	08
21	19	19	22	21	34	24	25	39	49	34	63	54	09
114	144	137	210	253	276	310	381	421	507	631	815	947	10
1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	11
1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	4	4	12
10	13	17	22	23	23	24	24	40	33	33	31	33	13
12	14	18	23	24	24	26	27	42	35	35	35	37	14
2	1	2	1	2	1	3	4	4	7	8	9	12	15
—	1	1	2	3	3	6	5	5	6	7	9	10	16
80	105	133	163	207	265	326	360	456	539	654	767	889	17
541	634	670	800	947	1 059	1 197	1 388	1 653	1 826	2 206	2 511	3 047	18

Tableau 49

Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
	Dépenses courantes									
01	Rémunération des salariés	126	131	134	143	153	180	200	221	263
02	Solde et indemnités militaires	76	85	81	71	77	81	100	90	128
03	Autres achats de biens et services	255	250	225	236	238	271	289	317	333
04	Somme partielle	457	466	440	450	468	532	589	628	724
	Formation de capital									
05	Rémunération des salariés	1	1	1	1	1	1	1 1	2	2
06	Autres achats de biens et services	35	26	12	11	55	57	79	96	83
07	Somme partielle	36	27	13	12	56	58	80	97	85
08	**Total: Administration fédérale**	**493**	**493**	**453**	**462**	**524**	**590**	**669**	**725**	**809**
	Administration provinciale									
	Dépenses courantes									
09	Rémunération des salariés	150	169	185	206	229	268	352	391	434
10	Autres achats de biens et services	74	54	86	83	132	247	189	235	114
11	Somme partielle	224	223	271	289	361	515	541	626	548
	Formation de capital									
12	Rémunération des salariés	8	8	8	11	14	13	15	12	16
13	Autres achats de biens et services	119	160	171	268	278	256	253	198	272
14	Somme partielle	127	168	179	279	292	269	268	210	288
15	**Total: Administration provinciale**	**351**	**391**	**450**	**568**	**653**	**784**	**809**	**836**	**836**
	Administrations locales									
	Dépenses courantes									
16	Rémunération des salariés	327	379	440	520	579	657	826	933	1 070
17	Autres achats de biens et services	133	161	162	164	247	266	253	317	379
18	Somme partielle	460	540	602	684	826	923	1 079	1 250	1 449
	Formation de capital									
19	Rémunération des salariés	9	9	8	9	14	8	8	9	8
20	Autres achats de biens et services	123	163	182	195	243	245	269	322	355
21	Somme partielle	132	172	190	204	257	253	277	331	363
22	**Total: administrations locales**	**592**	**712**	**792**	**888**	**1 083**	**1 176**	**1 356**	**1 581**	**1 812**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
270	311	371	397	491	602	701	776	942	1 082	1 255	1 554	1 750	01
136	108	115	124	138	154	173	176	180	181	200	230	264	02
365	410	483	445	532	551	562	710	1 028	1 031	1 032	1 336	1 441	03
771	829	969	966	1 161	1 307	1 436	1 662	2 150	2 294	2 487	3 120	3 455	04
2	1	3	2	3	3	3	3	3	3	2	2	4	05
72	90	129	160	256	313	256	289	310	181	164	201	249	06
74	91	132	162	259	316	259	292	313	184	166	203	253	07
845	920	1 101	1 128	1 420	1 623	1 695	1 954	2 463	2 478	2 653	3 323	3 708	08
474	696	800	952	1 161	1 377	1 710	1 876	2 185	2 453	3 132	3 413	3 808	09
409	440	441	638	744	1 038	1 128	1 631	1 521	2 122	2 450	2 795	2 956	10
883	1 116	1 241	1 590	1 905	2 415	2 838	3 507	3 706	4 575	5 582	6 208	6 764	11
14	20	25	28	35	30	32	34	45	47	45	44	40	12
242	426	446	410	477	685	489	483	535	627	661	674	648	13
256	446	471	438	512	715	521	517	580	674	706	718	688	14
1 139	1 562	1 712	2 028	2 417	3 130	3 359	4 024	4 286	5 249	6 288	6 926	7 452	15
1 178	1 262	1 334	1 586	1 885	2 148	2 577	3 137	3 573	4 009	4 343	5 058	5 591	16
484	466	531	684	753	886	1 014	927	886	873	1 354	1 320	1 357	17
1 662	1 728	1 865	2 270	2 638	3 034	3 591	4 064	4 459	4 882	5 697	6 378	6 948	18
10	9	12	13	15	17	20	27	18	20	26	20	20	19
383	452	437	511	583	595	760	917	841	829	1 072	944	943	20
393	461	449	524	598	612	780	944	859	849	1 098	964	963	21
2 055	2 189	2 314	2 794	3 236	3 646	4 371	5 008	5 318	5 731	6 796	7 342	7 911	22

Tableau 49 (fin)

Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Hôpitaux									
	Dépenses courantes									
23	Rémunération des salariés	134	163	193	228	279	343	400	440	532
24	Autres achats de biens et services	40	35	50	57	60	70	80	99	96
25	Somme partielle	174	198	243	285	339	413	480	539	628
	Formation de capital									
26	Rémunération des salariés	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	Autres achats de biens et services	44	41	36	40	50	51	35	42	59
28	Somme partielle	44	41	36	40	50	51	35	42	59
29	**Total hôpitaux**	**218**	**239**	**279**	**325**	**389**	**464**	**515**	**581**	**687**
30	**Total général**	**1 654**	**1 838**	**1 974**	**2 243**	**2 649**	**3 014**	**3 349**	**3 723**	**4 144**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
618	654	698	828	1 069	1 161	1 571	1 536	1 686	1 875	2 356	2 754	2 954	23
97	127	156	161	138	179	100	244	314	310	258	269	289	24
715	781	854	989	1 207	1 340	1 671	1 780	2 002	2 185	2 614	3 023	3 243	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
69	58	43	50	74	78	71	62	68	14	9	9	10	27
69	58	43	50	74	78	71	62	68	14	9	9	10	28
784	839	897	1 039	1 281	1 418	1 742	1 842	2 070	2 199	2 623	3 032	3 253	29
4 823	5 510	6 024	6 969	8 354	9 917	11 167	12 828	14 137	15 667	18 369	20 823	22 324	30

Tableau 50

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
01	Allocations familiales et allocations aux jeunes	157	160	162	164	165	166	166	164	163
02	Crédits de réintégration à la vie civile	—	—	—	—	—	—	—	—	—
03	Prestations de réadaptation	—	—	—	—	—	—	—	—	—
04	Pensions, première et seconde guerre mondiale	18	19	18	19	20	21	21	24	23
05	Allocations aux anciens combattants	9	10	11	12	14	14	14	13	14
06	Prestations d'assurance-chômage	150	121	125	110	102	94	112	145	164
07	Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
08	Pensions de la fonction publique	10	12	13	15	16	18	20	24	24
09	Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	126	151	164	187	193	220	306	349	396
10	Paiements aux producteurs de céréales de l'Ouest	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Subventions aux universités (divers)									
12	Aide aux immigrants (divers)									
13	Subventions du Conseil des Arts du Canada (divers)									
14	Bourses d'études et subventions de recherche	—	—	3	4	5	9	11	17	16
15	Allocations de formation professionnelle des adultes	—	—	—	—	—	—	5	34	44
16	Projets d'initiatives locales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Transferts divers	15	15	11	12	12	20	26	24	30
18	**Total: Administration fédérale**	**485**	**488**	**507**	**523**	**527**	**562**	**681**	**794**	**874**
	Administration provinciale									
19	Secours directs	3	—	1	—	—	47	88	147	161
20	Pensions aux personnes âgées et aux aveugles	24	36	37	41	46	40	33	23	15
21	Allocations aux mères et aux invalides	34	40	39	49	58	60	65	54	42
22	Indemnisations des accidentés du travail	21	22	25	31	39	38	40	47	47
23	Pensions de la fonction publique	8	10	11	14	14	19	22	24	31
24	Subventions à l'enseignement postsecondaire	63	77	54	79	105	79	130	157	197
25	Subventions aux associations de bienfaisance	100	106	112	103	115	90	84	132	152
26	Transferts divers	18	26	22	24	32	31	103	120	130
27	**Total: Administration provinciale**	**271**	**317**	**301**	**341**	**409**	**404**	**565**	**704**	**775**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
160	157	154	179	480	532	516	555	600	447	467	493	569	01
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	02
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	03
23	25	25	29	33	36	40	43	46	51	53	58	66	04
13	12	13	16	18	26	28	31	33	38	41	46	55	05
212	278	566	632	736	1 077	1 242	1 480	1 691	1 529	1 586	1 790	2 888	06
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	07
33	34	42	46	49	54	71	85	106	134	160	183	210	08
454	520	604	703	827	952	1 101	1 204	1 338	1 565	1 820	2 142	2 443	09
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
													11
													12
													13
18	21	20	22	23	24	27	30	34	33	41	59	70	14
53	58	48	45	44	46	50	51	33	18	22	24	24	15
—	—	61	77	33	48	42	54	1	—	—	—	—	16
28	49	71	84	103	121	126	178	263	229	266	300	379	17
994	1 154	1 604	1 833	2 346	2 916	3 243	3 711	4 145	4 044	4 456	5 095	6 605	18
202	301	295	314	373	384	500	587	657	749	861	1 099	1 260	19
9	9	10	16	8	9	19	19	35	44	37	37	44	20
31	41	34	31	38	34	58	65	82	97	107	143	161	21
53	58	66	90	102	140	215	222	256	232	282	342	385	22
34	39	43	43	66	81	96	110	134	166	193	222	258	23
184	220	260	296	352	447	689	736	769	869	965	1 076	1 115	24
189	200	258	306	403	485	707	893	941	1 104	1 270	1 423	1 548	25
115	129	132	131	137	181	158	210	262	332	438	548	627	26
817	997	1 098	1 227	1 479	1 761	2 442	2 842	3 136	3 593	4 153	4 890	5 396	27

Tableau 50 (fin)

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administrations locales									
28	Secours directs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	Subventions aux institutions non commerciales privées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	**Total: administrations locales**	4	5	5	5	5	4	4	4	—
31	Régime de pensions du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32	Régime de rentes du Québec	—	—	—	—	—	—	—	4	13
33	**Total général**	760	810	813	869	941	970	1 250	1 506	1 662

Tableau 51

Subventions, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
01	Subventions à l'agriculture	17	30	43	42	38	55	58	74	72
02	Autres subventions	47	47	51	55	56	74	83	82	91
	Dont: subventions à l'importation du pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—
03	**Total: Administration fédérale**	64	77	94	97	94	129	141	156	163
04	**Total: Administration provinciale**	19	20	22	28	38	56	37	32	40
05	**Total général**	83	97	116	125	132	185	178	188	203

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	1	1	2	2	2	3	4	5	6	8	10	12	31
26	43	58	113	135	194	261	359	455	554	664	828	1 006	32
1 837	2 195	2 761	3 175	3 962	[illegible]3	5 949	6 916	7 741	8 197	9 281	10 823	13 111	33

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
71	64	58	91	142	163	157	145	139	135	156	197	144	01
88	92	119	143	710	1 241	807	705	583	911	1 718	2 439	1 598	02
—	—	—	—	514	999	577	464	286	494	1 092	1 873	722	
159	156	177	234	852	1 404	964	850	722	1 046	1 874	2 636	1 742	03
41	52	54	47	73	85	149	201	215	232	298	333	401	04
200	208	231	281	925	1 489	1 113	1 051	937	1 278	2 172	2 969	2 143	05

Tableau 52

Transferts courants aux autres niveaux des administrations publiques, Québec, 1961-1982

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
		'000 000 $								
	Administration fédérale									
	À l'Administration provinciale:									
01	Pensions aux personnes âgées et aux aveugles	12	15	15	18	—	—	—	—	—
02	Allocatins aux invalides	8	8	8	9	—	—	—	—	—
03	Subventions statuaires	3	4	4	4	6	2	4	4	6
04	Accords fiscaux	62	99	70	110	199	229	348	421	510
05	Subventions à l'enseignement postsecondaire	—	—	—	—	—	—	42	47	93
06	Subventions à l'hygiène et à la santé	14	14	13	15	8	5	4	3	10
07	Route transcanadienne	2	7	7	20	39	39	28	13	4
08	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques	58	83	107	122	11	– 4	1	—	—
09	Assistance chômage	30	35	37	43	30	28	7	—	—
10	Régime d'assistance publique du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Formation technique et professionnelle	2	17	27	31	40	52	62	95	45
12	Caisse d'aide à la santé	—	—	—	—	—	—	4	11	6
13	Régime de soins médicaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Paiement expansion économique régionale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Bilinguisme	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Divers	14	16	21	30	38	59	28	26	23
17	Somme partielle	205	298	309	402	371	410	528	620	697
18	Aux administrations locales	4	5	8	8	18	23	18	15	15
19	**Total: Administration fédérale**	**209**	**303**	**317**	**410**	**389**	**433**	**546**	**635**	**712**
	Administration provinciale									
	Aux administrations locales									
20	Corporations scolaires	130	174	191	257	268	327	415	526	575
21	Transferts de nature générale	36	43	36	102	153	176	169	179	173
22	Somme partielle	166	217	227	35	421	503	584	705	748
23	Aux hôpitaux	206	242	254	292	384	444	510	571	639
24	**Total: Administration provinciale**	**372**	**459**	**481**	**651**	**805**	**947**	**1 094**	**1 276**	**1 387**
	Administrations locales									
25	À l'Administration provinciale	3	4	3	3	6	13	26	5	6
26	Aux hôpitaux	—	—	—	1	—	—	—	—	—
27	**Total: administrations locales**	**3**	**4**	**3**	**4**	**6**	**13**	**26**	**5**	**6**
28	**Total général**	**584**	**766**	**801**	**1 065**	**1 200**	**1 393**	**1 666**	**1 916**	**2 105**

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
'000 000 $													
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	01
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	02
2	4	5	5	5	5	5	6	2	7	3	5	7	03
666	766	745	746	1 069	1 420	1 416	1 813	1 590	1 570	1 875	2 156	2 987	04
107	150	169	193	217	231	319	297	343	350	330	337	522	05
15	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	06
8	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	07
—	—	—	—	—	—	—	269	443	545	507	518	441	08
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	09
—	—	—	—	1	—	2	1	336	470	551	660	762	10
36	84	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
9	9	4	7	14	19	7	—	—	—	—	—	—	12
28	151	172	186	200	212	250	270	307	335	336	364	368	13
—	60	71	80	74	66	60	93	140	113	102	91	67	14
20	23	43	40	60	58	83	112	134	53	98	91	80	15
32	16	16	20	28	32	33	40	51	38	71	120	120	16
923	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043	2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 354	17
20	20	36	25	34	29	46	79	89	76	68	80	72	18
943	**1 293**	**1 261**	**1 302**	**1 702**	**2 072**	**2 221**	**2 980**	**3 435**	**3 557**	**3 941**	**4 422**	**5 426**	19
780	768	849	934	1 086	1 430	1 584	2 338	2 184	2 315	3 226	3 445	3 659	20
203	221	273	337	413	644	604	791	817	907	774	856	898	21
983	989	1 122	1 271	1 499	2 074	2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 301	4 557	22
807	834	963	1 013	1 289	1 432	1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 648	3 221	23
1 790	**1 823**	**2 085**	**2 284**	**2 788**	**3 506**	**3 879**	**5 227**	**5 049**	**5 502**	**6 379**	**6 949**	**7 778**	24
5	15	16	7	6	9	—	—	—	2	4	4	4	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
5	**15**	**16**	**7**	**6**	**9**	**—**	**—**	**—**	**2**	**4**	**4**	**4**	27
2 738	**3 131**	**3 382**	**3 593**	**4 496**	**5 587**	**6 100**	**8 207**	**8 484**	**9 061**	**10 324**	**11 375**	**13 208**	28

Partie 3

CONCEPTS, SOURCES ET PARTICULARITÉS

LE CADRE GÉNÉRAL DES COMPTES ÉCONOMIQUES

L'objectif de la comptabilité économique

À l'intérieur d'une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité grandissent avec les années. Ces individus ou agents économiques que l'on nomme « ménages, entreprises ou gouvernements » sont impliqués dans des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise à partir d'une série d'états financiers. Ainsi, le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques donna naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie »[1].

Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est certes pas chose facile. Par conséquent, il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques afin que les différents acteurs économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sous des dénominateurs communs, telles la consommation et la production. Cependant, ce cadre d'enregistrement des activités économiques se doit d'être le plus complet possible, ce qui nous oblige à une présentation relativement globale.

Le développement des travaux sur la comptabilité économique a été le fruit de l'expérience de la crise des années trente et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances sur les phénomènes économiques et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années soixante, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, ont élaboré un « Système de comptabilité nationale ». Ce système fut rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par voie de conséquence, le Québec ■

1. Nations unies. *Système de comptabilité nationale*, « Études méthodologiques », Série F, n° 2, Rév. 3. New-York, 1970.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité mis au point par les Nations unies se compose de 7 744 matrices dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent systématiquement leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement des données statistiques est réalisé à partir de sept comptes dont quatre sont des comptes d'opérations sur les flux de biens et services et trois sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrira brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Sur un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (des logements, usines, équipements productifs, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont, soit possédés par les résidents du territoire, soit détenus par des non-résidents (reste du monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous les noms « actifs et passifs d'ouverture ».

Par la suite, les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et des dépenses (la consommation), au compte de capital et financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés comptes « d'opérations », sont les plus connus et font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions sur les biens et services: les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de venir grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de capitaux et les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluations sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Ceci nous permet d'obtenir les actifs et les passifs de clôture que l'on retrouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et des dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, avec les autres comptes d'opérations, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation sont, pour l'instant, très peu ou pas produits ■

Les comptes économiques provinciaux des revenus et des dépenses

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont débuté en 1966. La première publication, parue en 1968, portait le nom de: « Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968 »[2]. En 1970 et 1972, cette publication fut reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux contribuèrent au développement des comptes économiques provinciaux, soit: le « Sous comité fédéral-provincial sur les données économiques » en 1970-1971 et le « Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux » formé au printemps de 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possibles. Les résultats des travaux de ce comité donnèrent naissance à la première publication sur les comptes économiques provinciaux en 1977[3]. Depuis cette date, Statistique Canada publie des données sur les comptes économiques par province[4]. De son côté, le Québec publie lui aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de Statistique Canada et contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes de revenus et de dépenses par agent économique et ceux portant sur la distribution industrielle du produit intérieur brut au coût des facteurs ■

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, ce concept étant au coeur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et de services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production sur le niveau des revenus et des dépenses.

Le choix du concept de production intérieure repose en partie sur des considérations opérationnelles: ainsi, il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidents d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés sur un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais nous permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques « intérieures » telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Enfin, à cause de ces raisons et de plusieurs autres, le « Système de comptabilité nationale » des Nations unies et le « Système de comptabilité nationale canadien » et, par voie de conséquence, les comptes économiques provinciaux sont élaborés sur le concept de production intérieure plutôt que le concept de production nationale, bien que ce dernier concept soit largement utilisé ■

2. *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968.* Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Québec, 1968.
3. *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974.* Statistique Canada, mai 1977.
4. En 1978, cette publication fut inscrite au catalogue de Statistique Canada sous le numéro 13-213.

Les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses

L'objectif principal des comptes économiques des revenus et des dépenses est de mesurer la production d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné[5]. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure de la production, soit: la méthode du revenu, la méthode de la dépense et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes de revenus et de dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la « somme des revenus » pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1) et la « somme des ventes finales aux utilisateurs » pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes de revenus et de dépenses. Cette méthode est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité et que l'on dispose d'informations sur les valeurs brutes de production et les coûts des inputs.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais il faut aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidents. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (e.g., sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (e.g., les particuliers, les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats, les associations professionnelles, etc.). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement reliée aux affaires publiques (e.g., les ministères et agences gouvernementales aux niveaux fédéral, provincial et local, les hôpitaux, les régimes publics de pensions, etc.). Enfin, le secteur des non-résidents représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique: la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique et ce pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes de revenus et de dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté: il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des revenus versés aux différents agents économiques (tableaux 1 et 8) et la somme de toutes les ventes finales à ces mêmes agents (tableaux 2 et 9). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et des dépenses, on retrouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques et autres tableaux ■

5. La production considérée est la production « nette », c'est-à-dire, la production totale moins les inputs intermédiaires qui entrent dans la fabrication d'un bien ou d'un service.

LE TRAITEMENT DE CERTAINS ÉLÉMENTS DES COMPTES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

La balance touristique

Dans les *Comptes économiques du Québec*, les dépenses personnelles de consommation en biens et services sont estimées sur une base nationale, c'est-à-dire qu'elles représentent les dépenses effectuées par les ménages québécois que ce soit au Québec ou à l'étranger. D'autre part, dans les *Comptes économiques provinciaux* (13-213) publiés par Statistique Canada, les dépenses de consommation sont exprimées sur une base intérieure, c'est-à-dire qu'elles représentent le total des dépenses de consommation effectuées au Québec, que ce soit par les étrangers ou par les résidents. Pour passer du concept de la base intérieure à la base nationale, il faut estimer la balance touristique du Québec. Celle-ci représente la différence entre les dépenses effectuées au Québec par les étrangers et les dépenses effectuées par les Québécois à l'étranger. Le solde est par la suite retranché des dépenses estimées sur une base intérieure en vue d'obtenir les dépenses estimées sur une base nationale.

Le traitement que le Québec accorde aux dépenses personnelles de consommation repose sur une raison d'ordre économique. En effet, la comptabilisation des dépenses de consommation sur une base intérieure peut conduire à une propension moyenne à consommer plus grande que l'unité (dépenses de consommation/revenu personnel disponible plus grand que 1). Ceci peut survenir en théorie dans toute province où les dépenses touristiques des étrangers sont plus importantes que les dépenses des habitants de la province à l'extérieur, à un point tel que la balance touristique soit plus élevée que l'épargne véritablement générée (revenu personnel disponible — dépenses de consommation sur la base nationale) par les habitants de la province. En pratique cela a plus de chance de survenir lorsque le niveau véritable de l'épargne est plutôt faible. D'ailleurs cela s'est déjà produit assez souvent dans certaines provinces canadiennes au cours des années antérieures. Dans la plupart des cas toutefois, l'utilisation du concept de la consommation intérieure aura pour effet de réduire ou d'augmenter la propension moyenne à consommer (selon que la balance touristique est négative ou positive). L'utilisation du concept de la consommation nationale permet d'éviter le problème plutôt gênant d'une propension moyenne à consommer plus grande ou très près de l'unité et donne une idée plus juste du véritable taux d'épargne.

Signalons finalement que la comptabilisation des dépenses de consommation sur une base nationale affecte le poste « Exportations nettes ». La différence entre le niveau des dépenses de consommation estimées sur une base nationale comparativement à une base intérieure, c'est-à-dire la balance touristique, vient s'ajouter aux « Exportations nettes » qui sont obtenues de façon résiduelle. De cette façon les « Exportations nettes » s'apparentent davantage à une véritable balance courante, car une partie de la balance touristique s'y retrouve de façon implicite ■

La subvention à l'importation du pétrole

La subvention fédérale à l'importation du pétrole fait aussi l'objet d'un traitement particulier dans les *Comptes économiques du Québec*. Cette subvention n'est pas considérée dans le calcul du produit intérieur brut, c'est-à-dire qu'elle est fixée à zéro. Ceci a pour effet d'augmenter du montant de la subvention le produit intérieur brut du Québec par rapport à celui qu'on retrouve dans les *Comptes économiques provinciaux* (13-213) de Statistique Canada. Par le fait même cela augmente le poste « Exportations nettes » du même montant.

Dans les comptes nationaux canadiens, de même que dans les comptes provinciaux, Statistique Canada traite la subvention à l'importation du pétrole comme toute autre subvention d'exploitation. Elle est donc retranchée des taxes indirectes dans le calcul du produit intérieur brut au prix du marché. Au niveau national, dans la mesure où cette subvention est compensée par la taxe à l'exportation du pétrole de l'Ouest, le produit intérieur brut au prix du marché ne s'en trouve pas affecté outre mesure.

Au niveau provincial, cette façon de traiter les subventions à l'importation du pétrole crée de profondes distorsions dans l'estimation du produit intérieur brut et des « Exportations nettes ». Ainsi, dans certaines provinces, le produit intérieur brut au prix du marché est modifié à la hausse alors que pour d'autres, il s'en trouve réduit.

Dans les provinces productrices de pétrole, le produit intérieur brut au prix du marché est gonflé par le montant de la taxe à l'exportation. Dans les provinces non productrices, on distingue deux cas: celles qui achètent leur pétrole de l'Ouest canadien et celles qui achètent du pétrole sur les marchés internationaux. Dans le cas des provinces qui reçoivent leur pétrole de l'Ouest canadien, le produit intérieur brut n'est pas modifié car elles ne reçoivent pas la subvention à l'importation. Par contre, les provinces qui doivent s'approvisionner sur le marché international voient leur produit intérieur brut au prix du marché diminué du montant de la subvention à l'importation.

De plus, l'approche de Statistique Canada crée aussi des distorsions au niveau de la variable « Exportations nettes plus erreur résiduelle ». Les provinces exportatrices de pétrole voient leurs exportations nettes augmentées du montant de la taxe à l'exportation. À l'opposé, les provinces qui importent leur pétrole de l'étranger voient leurs exportations nettes diminuées du montant de la subvention, car leurs importations de pétrole sont évaluées au prix international. Finalement, celles qui importent leur pétrole de l'Ouest canadien voient leurs importations de pétrole évaluées au prix intérieur, ce qui augmente leur balance extérieure par rapport aux provinces qui s'approvisionnent sur le marché mondial.

À la lumière de ce qui précède, nous constatons que le fait de traiter la subvention à l'importation du pétrole comme une subvention à l'exploitation crée des problèmes de cohérence et d'uniformité au niveau provincial.

Cette façon de procéder diminue fortement le degré de comparabilité de l'évolution des produits intérieurs bruts aux prix du marché entre les provinces qui exportent leur pétrole, celles qui importent leur pétrole de l'Ouest canadien et celles qui s'approvisionnent sur les marchés internationaux. Le problème est encore plus réel lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution des « Exportations nettes » en raison de l'importance du montant de la taxe ou de la subvention par rapport au niveau absolu de la variable « Exportations nettes ».

De plus, sur le plan conceptuel, la nature de la subvention n'est pas bien définie. Il n'est pas certain qu'on doive la traiter plus comme une subvention à l'exploitation (ce que fait Statistique Canada) que comme une dépense courante en biens et services du gouvernement fédéral ou comme un transfert à l'étranger.

Finalement, il faut souligner le caractère temporaire de cette subvention qui devrait tendre à disparaître au fur et à mesure que le prix intérieur se rapprochera du prix international.

Pour les raisons qui précèdent, nous avons choisi de ne pas tenir compte de la subvention à l'importation du pétrole dans le calcul du produit intérieur brut aux prix du marché. En procédant ainsi, on ramène le produit intérieur du Québec sur une base comparable à celle des provinces qui, comme l'Ontario, importent leur pétrole de l'Ouest canadien. De plus, la balance extérieure du Québec est rendue comparable à celle de l'Ontario en évaluant implicitement les importations de pétrole au prix subventionné ■

SOURCES ET PARTICULARITÉS

Sources des données des tableaux sommaires

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des Comptes économiques provinciaux (13-213) de Statistique Canada. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivant sont utilisés:

CFP: **Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux. Les données estimées par le CFP se retrouvent dans la publication 13-213 de Statistique Canada et sont disponibles dans la banque de données CANSIM.**

SC: **Statistique Canada.**

CNC: **Comptes nationaux canadiens des revenus et des dépenses (13-201) de Statistique Canada.**

BSQ: **Bureau de la statistique du Québec.**

Tout comme Statistique Canada, le Bureau de la statistique du Québec qualifie les présentes données d'expérimentales puisque, pour des raisons d'ordre conceptuel ou méthodologique, certaines des variables sont plus susceptibles d'être révisées que ce n'est habituellement le cas.

Tableau 1:
Revenu intérieur et produit intérieur brut

Sources: CFP, CNC et BSQ.

Particularités:

Comme nous l'avons mentionné à la section précédente, le BSQ tient compte des subventions à l'importation du pétrole au niveau de sa balance extérieure alors que Statistique Canada en tient compte au niveau des « Taxes indirectes moins subventions ». Ceci a pour effet d'augmenter les « Taxes indirectes moins subventions », estimées par le CFP, de même que le produit intérieur brut au prix du marché, d'un montant égal à la « Subvention à l'importation du pétrole ».

Tableau 2:
Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut

Sources: CFP et BSQ.

Particularités:

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le BSQ présente les dépenses personnelles en services de consommation sur une base « nationale ». Ce traitement a pour effet d'augmenter les dépenses de consommation estimées sur une base « intérieure » (soit l'estimation du CFP) d'un montant égal à la balance touristique (celle-ci étant généralement négative) et de diminuer du même montant les « Exportations nettes plus erreur résiduelle ». Ainsi, la variable « Exportations nettes plus erreur résiduelle » diffère de celle estimée par le CFP pour deux raisons: premièrement, à cause de la balance touristique et deuxièmement, à cause du traitement accordé aux « Subventions à l'importation du pétrole ».

Nous désirons également souligner que la variable « Exportations nettes plus erreur résiduelle » étant obtenue de façon résiduelle, cette variable inclut toutes les erreurs compensatrices ou cumulatives d'estimation. Aussi, faut-il faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette variable.

Tableau 3:
Provenance du revenu personnel

Sources: CFP et CNC.

Tableau 4:
Emplois du revenu personnel

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Étant donné que les dépenses personnelles de consommation sont estimées sur une base « nationale » par le BSQ, ceci a pour effet de réduire la variable « Épargne personnelle » estimée par le CFP d'un montant égal à la balance touristique, cette dernière étant généralement négative.

Nous désirons également souligner que la variable « Épargne personnelle » étant obtenue de façon résiduelle, cette variable inclut toutes les erreurs compensatrices ou cumulatives d'estimation. Aussi, faut-il faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette variable.

Tableau 5:
Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle

Sources: CFP, CNC et BSQ.

Particularités:

Voir tableau 2 pour la variable « Dépenses personnelles en biens et services de consommation » et le tableau 4 pour la variable « Épargne personnelle ». Ce tableau est obtenu à partir des variables apparaissant dans les tableaux précédents.

Tableau 6:
Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale

Tableau 7:
Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec

Ces tableaux sont obtenus à partir des principales composantes du tableau 43.

Sources de données des tableaux sectoriels

Comme particularité, les tableaux sectoriels sont élaborés par le BSQ et n'ont pas d'équivalents au niveau des comptes économiques provinciaux de Statistique Canada. Les tableaux sectoriels se composent de comptes de revenus et de dépenses et de comptes de financement du capital au niveau des agents économiques suivants: particuliers et entreprises individuelles; Administration fédérale; administrations provinciale et locales et d'un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des informations contenues dans les tableaux sommaires (tableaux 1 à 7) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 43 à 52). Les informations manquantes sont soit obtenues de Statistique Canada, soit directement estimées par le BSQ.

Tableau 8:
Compte consolidé de production: dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements et des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de Statistique Canada nous fournit les salaires et traitements selon les différents agents économiques et un montant global pour les revenus supplémentaires du travail. Le BSQ ventile ce dernier montant entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital pour les particuliers et les entreprises individuelles sont estimées par le BSQ à partir principalement des données sur la formation brute de capital fixe.

Tableau 9:
Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique nous permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers en éliminant, notamment, des dépenses personnelles de biens et services de consommation les achats de biens et services auprès des non-résidents du Québec. Une estimation de la formation brute de capital fixe attribuable aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages spécifiques appliqués aux différents secteurs économiques apparaissant dans la revue « Investissements privés et publics au Canada » (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 49 « Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital ». Ce dernier tableau, élaboré par le BSQ, fournit une ventilation des dépenses salariales et des autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 10:
Compte consolidé de financement du capital, épargne provenant du Québec et autres sources de financement

Tableau 11:
Compte consolidé de financement du capital, emplois de l'épargne brute

Les données apparaissant dans ces deux tableaux proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 14, 15, 18, 19, 22 et 23.

Tableau 12:
Comptes de revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — revenus

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

Voir tableau 8 pour la rémunération des salariés.

Tableau 13:
Compte de revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles — dépenses

Source: CFP.

Particularités:

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidents sont obtenus à partir des calculs sur la balance touristique.

Tableau 14:
Compte de financement du capital: particuliers et entreprises individuelles — ressources

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 15:
Compte de financement du capital: particuliers et entreprises individuelles — emplois

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 16:
Compte de revenus et dépenses de l'Administration fédérale — revenus provenant du Québec

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Le BSQ estime l'excédent des impôts dus sur les impôts perçus en appliquant à la donnée canadienne correspondante le ratio des revenus imposables des sociétés au Québec et au Canada.

Tableau 17:
Compte de revenus et dépenses de l'Administration fédérale — dépenses

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 18:
Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — ressources

Tableau 19:
Compte de financement du capital de l'Administration fédérale — emplois

Les données apparaissant dans ces deux tableaux proviennent du CFP.

Tableau 20:
Compte de revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — revenus

Sources: CFP et BSQ.

Tableau 21:
Compte de revenus et dépenses des administrations provinciale et locales — dépenses

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 22:
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — ressources

Tableau 23:
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales — emplois

Les données apparaissant dans ces deux tableaux proviennent du CFP et du tableau 49 (BSQ, SC et CFP).

Sources de données des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut et autres agrégats

Les tableaux 28 à 31 sont élaborés entièrement par le BSQ soit à partir d'informations obtenues de différentes divisions de Statistique Canada, soit à partir d'estimations dans le cas des données manquantes. Ces tableaux nous fournissent une ventilation, par secteur d'activité économique, des principales composantes du tableau 1 « Revenu intérieur et produit intérieur brut », soit:

1) **Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires (lignes 1 et 2).**

2) **Bénéfices des sociétés et autres revenus de placement (lignes 3 et 4).**

3) **Revenu net des entreprises individuelles, agricoles et non agricoles, loyers compris (lignes 5 et 6).**

4) **Ajustement de la valeur des stocks ligne 7).**

5) **Provisions pour consommation de capital et ajustements divers (ligne 10).**

Les éléments 1, 2 et 3 font l'objet des tableaux 29, 30 et 31. Par contre, les éléments 4 et 5, même s'ils ne font pas l'objet de tableaux distincts, sont néanmoins estimés en vue d'obtenir le « Produit intérieur brut au coût des facteurs » (tableau 28).

Tableau 28:
Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique

Sources: SC et BSQ.

Particularités:

Ce tableau est la somme des tableaux 29, 30 et 31, de l'ajustement de la valeur des stocks et des provisions pour consommation de capital et ajustements divers par activité économique. Les données globales relatives à l'ajustement de la valeur des stocks et aux provisions pour consommation de capital et ajustements divers proviennent de la Division du produit national de Statistique Canada. Le BSQ procède à la ventilation des données globales afin d'obtenir le niveau de détail du tableau 28.

Tableau 29:
Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique

Sources: SC et BSQ.

Particularités:

Les informations de base proviennent de la Division du travail de Statistique Canada. Ainsi, Statistique Canada produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. Cependant, les revenus supplémentaires du travail sont fournis pour l'ensemble des activités. Par la suite, le BSQ ventile les revenus supplémentaires du travail par agent économique et activité économique afin d'obtenir la rémunération totale des salariés par activité économique.

Tableau 30:
Bénéfices et autres revenus
de placement, par activité économique

Sources: SC et BSQ.

Particularités:

Le tableau 30 est estimé à partir de ses deux composantes principales: les bénéfices des sociétés et les autres revenus de placement qui sont par la suite estimés selon cinq catégories.

La Division du produit national brut de Statistique Canada nous fournit des données globales au niveau des profits des sociétés; ces dernières sont par la suite ventilées par le BSQ au niveau de 15 secteurs d'activité économique. La deuxième composante de ce tableau, soit les autres revenus de placement, est estimée à partir des cinq catégories suivantes:

1) Les revenus d'intérêt sur les obligations.
2) Les revenus d'intérêt hypothécaires.
3) Les revenus d'intérêt bancaires.
4) Les profits des entreprises gouvernementales.
5) Les revenus divers de placement (e.g., revenus provenant des assurance-vie, fonds mutuels, fonds de pension, etc.).

Statistique Canada nous fournit le montant total des revenus pour les catégories 1, 2, 3 et 5. La ventilation par secteur d'activité économique est réalisée par le BSQ, de même que le passage de certaines données de la base « nationale » à la base « intérieure ». Enfin, les profits des entreprises gouvernementales sont disponibles par activité économique et par palier de gouvernement. Certains ajustements sont apportés en vue de tenir compte des opérations de change.

Tableau 31:
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique

Source: Statistique Canada, Division du produit national brut.

Sources des données des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie du CFP et sont disponibles à partir de la publication 13-213 et de la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 45, 49 et 51 sont produits par le BSQ. Les informations présentées dans ces tableaux sont soit obtenues de Statistique Canada, soit estimées directement par le BSQ.

Tableau 43:
Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration

Source: CFP.

Tableau 44:
Impôts directs — particuliers

Source: CFP.

Tableau 45:
Impôts directs — corporations et entreprises publiques

Sources: CFP, CNC et BSQ.

Tableau 46:
Impôts indirects

Source: CFP.

Tableau 47:
Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques

Source: CFP.

Tableau 48:
Revenus de placement des administrations publiques

Source: CFP.

Tableau 49:
Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

Ce tableau présente la ventilation des dépenses publiques courantes en biens et services et la formation brute de capital des différents paliers de gouvernement selon deux composantes: la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et la formation brute de capital proviennent du tableau 43. À partir des salaires et traitements obtenus de la Division du travail de Statistique Canada, le BSQ ventile les revenus supplémentaires du travail selon les différents paliers de gouvernement en vue d'obtenir la rémunération des salariés. La rémunération des salariés est par la suite ventilée entre les dépenses courantes et la formation brute de capital. Enfin, les dépenses en « Autres achats de biens et services » sont obtenues de façon résiduelle.

Tableau 50:
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Source: CFP.

Tableau 51:
Subventions

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 52:
Transferts courants aux autres niveaux d'administration publique

Source: CFP.

COMPTES ÉCONOMIQUES
DES REVENUS ET DES DÉPENSES
Québec
1961-1982

Cette publication met à la disposition du public les comptes économiques annuels des revenus et des dépenses les plus récents.

Trois aspects de la question font l'objet d'autant de parties:

- **les faits saillants de l'économie du Québec;**
- **l'évolution des principaux agents économiques (ménages, entreprises, gouvernements et non-résidents) de 1961 à 1982 présentée sous forme de tableaux statistiques;**
- **le cadre général des comptes économiques, de même que les sources des données et les particularités des tableaux statistiques.**

En somme, l'économie du Québec présentée dans le cadre cohérent de la comptabilité!

Bureau de la statistique du Québec

Imprimé au Québec, Canada